

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France et Algérie : Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Étranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Adresse télégraphique : **Éconopéen-Paris**

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : **0 fr. 50** — Étranger : **0 fr. 60**

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points..... 2 50
 Réclames en 8 points..... 4 »
 Ce tarif ne s'applique pas aux annonces
 et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1271. — 50^e volume (2)

Bureaux : 50, rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^e)

Vendredi 14 Juillet 1916

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/courants et dépôts particuliers	Portefeuille escompte	Avances sur valeurs mobilières			
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet....	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3½
1916 29 juin.....	4.763	344	15.806	2.273	1.917	1.206			5
1916 6 juillet....	4.769	344	16.046	2.123	1.868	1.214			5
1916 13 juillet....	4.776	341	16.113	2.224	1.880	1.203			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet....	1.696	418	2.364	1.180	939	63			4
1916 15 juin.....	3.081	44	8.296	2.286	7.230	15			5
1916 23 juin.....	3.081	44	8.296	2.286	7.656	14			5
1916 30 juin.....	3.082	39	9.051	2.963	8.263	14			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 23 juillet....	1.004		733	1.055	841				3
1916 22 juin.....	1.543		880	2.289	1.835				5
1916 29 juin.....	1.555		897	2.659	2.183				5
1916 7 juillet....	1.508		909	2.590	2.395				5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet....	410		219	24	94	15			6
1916 29 avril.....	195	5	358	45	57	23			5
1916 31 mai.....	202	6	368	55	55	26			5
1916 30 juin.....	212	6	363	63	52	25			5
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1916 10 juillet....	543	730	1.919	498	446	170			4½
1916 24 juin.....	1.032	767	2.152	772	423	245			4½
1914 1 juillet....	1.039	767	2.169	775	427	250			4½
1916 8 juillet....	1.060	761	2.208	795	438	247			4½
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet....	340	17	652	10	185	130			3½
1916 17 juin.....	1.152	16	1.342	173	101	156			4½
1916 24 juin.....	1.159	18	1.325	168	106	168			4½
1916 1 ^{er} juillet....	1.204	19	1.379	167	95	156			4½
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet....	1.105	89	3.086	245	586	115			5½
1916 10 mai.....	997	99	3.004	728	457	231			5½
1916 20 mai.....	991	100	3.006	742	448	218			5
1916 10 juin.....	992	98	3.165	813	439	208			5
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet....	154	1	414	14	237	47			5½
1916 2 juin.....	270	0	863	244	206	32			5
1916 10 juin.....	275	0	867	298	201	33			5
1916 17 juin.....	279	0	872	324	194	31			5
RUSSIE — Banque de l'Etat									
1914 21 juillet....	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5½
1916 29 mai.....	4.111	176	16.763	3.997	10.294	2.333			6
1916 5 juin.....	4.107	182	16.907	2.936	10.608	2.286			6
1916 14 juin.....	4.107	195	17.012	2.937	10.738	2.295			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet....	146	8	320	109	236	11			5½
1916 23 mars.....	225	5	464	138	216	24			5
1916 29 avril.....	231	5	465	164	217	20			5
1916 31 mai.....	233	5	460	129	170	19			5
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet....	180	19	268	51	94	14			3½
1916 23 juin.....	255	58	406	162	195	17			4½
1916 30 juin.....	205	57	433	125	196	17			4½
1916 7 juillet....	255	58	423	143	190	17			4½

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet 1914	14 juin 1916	21 juin 1916	28 juin 1916	5 juillet 1916	12 juillet 1916
Londres.....	25.22½	25.17½	28.15½	28.15½	28.13½	28.13½	28.13½
New-York.....	548.25	516	591 ¼	591	590 ½	590 ½	590 ½
Espagne.....	500	482.75	591 ¼	595	596 ½	600	598 ½
Hollande.....	208.30	207.56	247	246	245	244 ½	245 »
Italie.....	100	99.62	92 ¼	93	92 ½	93	92 ¼
Pétrograd.....	266.67	263	181	181 ½	181	183	182 ½
Scandinavie..	139	138.25	175 ½	172	171 ½	169	168 »
Suisse.....	100	100.03	112 ½	112	111 ½	111 ½	112 »

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet 1914	14 juin 1916	21 juin 1916	28 juin 1916	5 juillet 1916	12 juillet 1916
Londres.....	100 liv.	99.82	111.635	111.635	111.55	111.55
New-York.....	» dol.	99.56	114.13	114.04	113.94	113.94
Espagne.....	» pes.	96.55	118.30	119	119.30	120
Hollande.....	» flor.	99.64	118.58	118.10	117.62	117.38
Italie.....	» lire.	99.62	92 ¼	93	92 ½	93
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	67.87	68.66	67.87	68.62
Scandinavie..	» cou'	99.46	126.26	123.74	123.38	121.58
Suisse.....	» fr.	100.03	112 ½	112	111 ½	111 ½

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16 juillet 1914	13 juin 1916	20 juin 1916	27 juin 1916	4 juillet 1916	11 juillet 1916
Paris.....	25.22½	25.18½	28.19	28.17	28.135	28.135	28.135
New-York.....	4.86½	4.871	4.76½	4.76½	4.76½	4.76½	4.76½
Espagne.....	25.22	25.90	23.67	23.30	23.56	23.40	23.45
Hollande.....	12.109	12.125	11.385	11.46½	11.49½	11.49½	11.49½
Italie.....	25.22	25.268	30.45	30.42	30.40	30.35	30.53
Pétrograd.....	94.62	95.80	156	155.25	155.75	155.25	154.75
Portugal.....	53.28	46.19	34.75	34.75	34.37	35.25	34.87
Scandinavie..	18.25	18.24	15.95	16.40	16.22	16.425	16.90
Suisse.....	25.22	25.18	25	25.07	25.15½	25.20	25.20

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet 1914	13 juin 1916	20 juin 1916	27 juin 1916	4 juillet 1916	11 juillet 1916
Paris.....	100 fr.	100.14	89.47	89.53	89.645	89.645
New-York.....	» dol.	99.90	102.15	102.15	102.15	102.15
Espagne.....	» pes.	96.64	106.55	108.25	107.32	107.78
Hollande.....	» flor.	99.87	106.36	105.61	105.26	105.26
Italie.....	» lire.	99.82	82.83	82.91	82.97	83.10
Pétrograd.....	» rou.	98.77	60.65	60.94	60.745	60.94
Portugal.....	» mil.	86.69	65.22	65.22	64.50	66.35
Scandinavie..	» cou.	100.85	114.42	111.28	112.475	111.105
Suisse.....	» fr.	100.17	100.89	100.61	100.29	100.09

La semaine sous revue s'est ressentie, du moins dans ses dernières séances, des quelques jours de repos que prennent la Bourse et les banques à l'occasion du 14 juillet. Le marché du change a fermé ses portes du mercredi au lundi, obligeant par suite ceux qui avaient des paiements à faire à l'étranger dans cet intervalle à se pourvoir des remises nécessaires. Cette particularité explique l'afflux de demandes qui s'est présenté tout d'un coup, dans les séances des 11 et 12. Elles ont reçu satisfaction avec une facilité relative. A l'exception de la Suisse, qui a clôturé très ferme à 112, c'est-à-dire en hausse d'un demi point sur le cours invariable de 111 1/2

coté dans les précédentes séances de la semaine, la tendance des autres devises est bonne et leur cours s'inscrit au même niveau que le 5 juillet, quelquefois même, légèrement en baisse.

Le cours moyen du *chèque sur Londres* est stabilisé, depuis trois semaines, à 28.13 1/2 et celui du *cable New-York* à 5.90 1/2. Ces deux cours, nous l'avons fait observer à maintes reprises, se commandent réciproquement, et ils sont eux-mêmes commandés, dans une certaine mesure, par le reste de la cote et par les cours pratiqués sur les autres places. Sans doute, l'arbitrage ne peut pas exercer en ce moment sa fonction niveleuse avec la même rapidité et le même profit qu'en temps normal, en raison de la difficulté et des lenteurs des communications télégraphiques et téléphoniques, lorsque même ces communications sont possibles. Mais dès qu'il se produit des disparités, laissant une marge de profits à peu près certaine, il entre en jeu et ses opérations se répercutent sur plusieurs compartiments de la cote.

C'est ainsi, par exemple, que les cours du dollar ont été influencés ces jours derniers par des arbitrages de banques américaines, qui achetaient des roubles à New-York pour les revendre avec bénéfice à Paris, à la faveur de la hausse survenue, dans le début de la semaine, sur le versement Pétrograd, et qui rapatriaient immédiatement leurs fonds afin de profiter du taux d'intérêt élevé payé en ce moment sur l'argent à vue à New-York. Le résultat de ces opérations a été de relever légèrement le cours du rouble aux Etats-Unis et de le ramener à Paris à 1.82 1/2, contre 1.83 1/2 le 6 juillet. Les achats de dollars pour rapatrier le produit des ventes de roubles effectuées à Paris, ont contribué beaucoup à la fermeté de la devise New-York et du chèque sur Londres, puisque l'insuffisance de dollars sur notre marché nous oblige à recourir à la provision anglaise.

Il n'y a pas de cloisons étanches permettant d'isoler l'un quelconque des compartiments du marché des changes sur une même place, ou une place quelconque dans le marché mondial; il existe entre tous les compartiments et entre toutes les places une solidarité qui finit toujours par s'affirmer soit directement, soit indirectement. La balance extérieure d'une nation doit, pour cette raison, être envisagée dans son ensemble et non pas seulement dans ses rapports avec un pays déterminé. Il est impossible de dissocier les variations d'une devise des mouvements de l'ensemble de la cote; et ceux-ci restent étroitement dépendants de la situation générale des engagements extérieurs. Ces considérations sont pour répondre aux critiques de ceux qui prétendent que le change sur Londres devrait baisser davantage et plus rapidement, dès lors que la France a obtenu d'importants crédits en Angleterre. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'y insister autrement.

Une dépêche de New-York nous annonce que le taux de l'argent à vue, qui, depuis le milieu de juin, avait tendance à se relever, s'est brusquement établie entre 5 et 6 %. Cette situation n'est peut-être que temporaire, quoiqu'il faille se rendre compte que les capitaux ne peuvent pas rester indéfiniment bon marché sur une place où se donnent rendez-vous les emprunteurs du monde et des emprunteurs dont les besoins sont énormes. Dans tous les cas, tant que le taux de 6 % sera maintenu, si même il ne s'aggrave, il constituera un attrait pour les capitaux étrangers et un incitant pour les capitalistes américains, qui ont des fonds en Europe, à en effectuer le rapatriement. Il faut s'attendre, par conséquent, à une pression sur les changes avec l'Amérique; elle a déjà commencé de se manifester chez nous ces jours derniers.

Le florin des Pays-Bas, qui avait fléchi d'un demi-point, à 2.44 1/2, le 5 juillet, a retrouvé le lendemain son cours de 2.45, où il se tient depuis.

L'Espagne a un peu baissé à 598 1/2, contre 600 le 5 juillet. Les mouvements de cette devise continuent à être tourmentés sous l'impression de nouvelles contradictoires qui parviennent dans la Péninsule. Au sujet du décret royal interdisant l'introduction et la négociation en Espagne de toutes valeurs étrangères, on mande de Madrid que les difficultés résultant de son application sont à la veille d'être aplanies à la suite de notes diplomatiques. L'Italie est un peu plus faible à 92 1/2, contre 93 à la fin de la semaine dernière; les devises scandinaves sont en nouvelle baisse à 1.67 pour le Danemark et à 1.68 pour la Suède et la Norvège, contre respectivement 1.68 1/2 et 1.69 le 5 juillet.

Cours des changes de New-York sur :

	Pair	16 juillet 1914	13 juin 1916	20 juin 1916	27 juin 1916	4 juillet 1916	11 juillet 1916
Paris.....	5.18 1/2	5.16 1/2	5.92 1/2	5.91 1/2	5.91	5.91 1/2	5.91
Londres.....	4.86 1/2	4.87 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2	4.76 1/2
Berlin.....	95.37	95.06	75.1	76.1	73.1 1/2	72.1	74.1
Amsterdam.....	40.14	41.1	41.1	41.1	41.7.16	41.1	41.1

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	13 juin 1916	20 juin 1916	27 juin 1916	4 juillet 1916	11 juillet 1916
Paris.....	100 fr.	100.27	87.51	87.60	87.69	87.67	87.69
Londres.....	100 liv.	100.19	97.91	97.92	97.91	97.92	97.91
Berlin.....	100 mk.	99.67	79.42	78.90	77.07	76.41	78.12
Amsterdam.....	100 flor.	104.01	103.39	103.23	103.23	104.32	103.23

Changes sur Londres à (Cours moyen du mercredi)

	15 juillet 1914	21 juin 1916	28 juin 1916	5 juillet 1916	12 juillet 1916
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 1/2	97 1/2	97 1/2	97 1/2
Cable transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.4 3/32	1.4 3/32	1.4 3/32	1.4 1/16
Calcutta.....	1.3 31/32	1.4 3/32	1.4 3/32	1.4 3/32	1.4 1/16
Hong-Kong.....	1.10 5/16	2.1	2.1 1/8	2.1	1.11 3/4
Shanghai.....	2.5 3/4	2.11	2.11 1/2	2.11	2.8 3/4
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or).....	47 11/16	48 31/32	48 15/16	48 15/16	48 13/16
Montevideo.....	51 3/32	53 1/4	53 3/16	53 1/8	53 1/8
Rio-de-Jan. (papier).....	15 7/8	12 1/32	12 7/16	12 7/16	12 27/32
Valparaiso.....	9 3/4	9 3/30	9 5/32	9 3/32	9 5/16
Singapour.....	2 3 15/16	2 4 9/32	2 4 3/32	2 4 3/32	2 4 3/32

Variations du mark à

	30 mai 1916	6 juin 1916	13 juin 1916	20 juin 1916	27 juin 1916	4 juillet 1916	11 juillet 1916
New-York (pair : 95 3/8)							
Cours.....	77	76 37	75 75	75 25	73 50	72 87	74 50
Parité.....	80 73	80 08	79 42	78 90	77 07	76 41	78 12
Perte %.....	19 27	19 92	20 53	21 10	22 93	23 59	21 88
Amsterdam (pair : 59 3/8)							
Cours.....	44 62 1/2	44 42 1/2	44 20	44 17 1/2	44 05	43 65	43 50
Parité.....	75 16	74 80	74 45	74 40	77 20	73 52	73 27
Perte %.....	24 84	25 20	25 55	25 60	25 80	26 48	26 73
Genève (pair : 123 47)							
Cours.....	97 15	96 90	96 75	96 55	95 75	95 35	95 30
Parité.....	78 68	78 48	77 37	78 21	77 56	77 23	77 19
Perte.....	21 32	21 52	22 63	21 79	22 44	22 77	22 81

Le change sur Vienne à Genève est coté 66 10, c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ 37 05 %.

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

	11 janv. 1916	11 févr. 1916	11 mars 1916	11 avril 1916	11 mai 1916	11 juin 1916	11 juillet 1916
Cours de l'or.....	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours de l'argent.....	27	27	27	29 13/16	36 5/8	31	29 1/8
Escompte hors banque.....	5 3/16	5 1/8	5 1/16	4 9/16	4 9/16	4 9/16	5 3/16

LA SITUATION

Les nouvelles des divers théâtres de la guerre sont satisfaisantes.

L'offensive anglo-française se poursuit dans la région de la Somme avec les succès qui ont marqué le début. Anglais et Français ont conquis des points stratégiques importants, fait près de 20.000 prisonniers et pris un nombreux matériel de guerre. L'avance continue au milieu de durs combats contre un ennemi nombreux et admirablement retranché. Evidemment, ce ne sont pas encore de grandes victoires. Nous ne sommes, de l'avis général, qu'au commencement d'actions qui seront longues et difficiles; mais elles ont commencé de telle sorte qu'on peut être assuré du succès final. Les journaux allemands qui en parlent ne peuvent cacher leur désappointement et leur inquiétude.

Nos alliés russes continuent, au milieu de combats aussi violents, leur avance victorieuse vers Kovel et Lemberg. Ils ont franchi en plusieurs points le Stokhod que les armées allemandes défendent vigoureusement. Au Sud ils ont mis l'armée Pflanzer hors combat et sont arrivés devant les défilés des Carpathes. On annonce officiellement que, du 4 juin au 11 juillet, les armées de Broussilof ont fait 272.000 prisonniers, pris 342 canons et 866 mitrailleuses. C'est un désastre autrichien.

Les Italiens continuent à rejeter méthodiquement les Autrichiens hors du Trentin. Ils enregistrent journellement de nouveaux succès.

L'arrivée théâtrale d'un sous-marin allemand aux Etats-Unis, à Baltimore, a causé quelque émoi. Son commandant a eu la prétention de le faire considérer comme navire marchand, le bâtiment ayant apporté du fret, devant en remporter, et n'ayant à bord aucun armement qui puisse le faire considérer comme navire de guerre. Les Etats-Unis ont, après examen du sous-marin, admis cette thèse. Mais on peut sourire de la suffisance des Allemands qui s'imaginent établir, par ce moyen, des relations commerciales continues avec l'Amérique et rompre le blocus des Alliés.

Ces efforts ingénieux ou théâtraux pour déjouer le blocus ne font qu'en accuser publiquement les graves effets. Au surplus, on sait maintenant de façon certaine que la crise alimentaire, en Allemagne, est à l'état aigu. Les rations de nourriture sont de plus en plus réduites; en bien des villes on n'a plus que du fromage et des pommes de terre et, à Berlin, la ration de viande a été réduite à 90 grammes par semaine. La situation est pire encore en Autriche.

Dimanche dernier, les gouvernements russe et japonais ont publié le texte d'un traité, véritable traité d'alliance, qu'ils viennent de signer avec la pleine approbation des autres Etats de l'Entente. Les hautes parties contractantes y règlent leur future conduite mutuelle en Extrême-Orient; mais cet accord ne peut être que la préface d'une alliance plus complète qui s'étend à toutes leurs affaires extérieures.

La semaine dernière, tout danger de guerre entre les Etats-Unis et le Mexique paraissait écarté. Depuis quelques jours, la menace se

représente, ce qui prouve que ceux qui ont intérêt à faire éclater cette guerre ne renoncent pas à leur projet. Le président Carranza, qui admettait le principe d'une médiation, serait démissionnaire et la guerre serait reprise directement par le général Villa, le chef des bandes qui ont pénétré jadis sur le territoire des Etats-Unis.

Il est hors de doute que ce revirement est dû à des influences étrangères — aux Allemands qui ont armé et équipé les troupes de Villa. Nul ne l'ignore aux Etats-Unis.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

Le communiqué anglais de la nuit du 11 au 12 juillet résumait ainsi les opérations de ces derniers jours :

Après dix jours et dix nuits de combats incessants, les troupes britanniques ont pénétré dans les lignes allemandes sur une profondeur variant entre deux et quatre kilomètres et sur une longueur de treize, enlevant de vive force cinq villages (Mametz, Montauban, Fricourt, La Boisselle, Contalmaison), des bois et tout un réseau de tranchées couvertes par des fils de fer et autres défenses accessoires, et un grand nombre de redoutes puissamment organisées.

Leur ligne de bataille de 16 kilomètres s'étend de notre aile gauche (nord d'Hardecourt) jusqu'au bois de Thiepval.

Ces opérations leur ont valu, en dehors des canons cachés dans les maisons, ou sous les décombes, 26 pièces de campagne, un canon de marine, un canon antiaérien, un obusier lourd, et un chiffre total de 7.500 prisonniers.

De notre côté, notre action offensive s'est poursuivie avec énergie, avec sang-froid. Mardi, cependant, un calme apparent a régné sur les deux rives de la Somme, mais ce calme ne trompe personne. Nos soldats en ont profité pour s'organiser sur les dernières positions conquises du 1^{er} au 10 juillet, et complétées par la conquête de la ferme de la Maisonnette, surmontant la cote 97, ainsi que le bois au nord.

Le nombre des prisonniers faits par nos troupes peut être évalué, jusqu'à présent, à 11.700.

A Verdun, l'ennemi a recommencé ses attaques furieuses. Il est parvenu à prendre pied dans la batterie de Damloup.

En outre, dans les Vosges, les Allemands ont tenté quelques attaques contre nos tranchées, mais ils ont été repoussés après de vives luttes.

Sur le front oriental, nos alliés les Russes livrent des combats très durs sur le Stokhod. L'ennemi essaie par tous les moyens d'arrêter les progrès de leur offensive.

D'autre part, la brèche opérée par les troupes du général Kaledin dans les positions austro-allemandes entre les marais du Pripet et le saillant de Loutsk est regardée comme un fait très important.

Nos alliés sont à nouveau à 35 kilomètres de Kovel. D'après des avis de Pétrograd, les maréchaux Mackensen et Hindenburg se seraient entendus pour une contre-offensive, mais demanderaient 20 divisions de renforts.

Les Italiens ont poursuivi leur pression. Après avoir pris des positions ennemies près du Pasubio, ils en ont reperdu une partie à la suite d'un violent effort des Autrichiens.

Par contre, ils ont repris avec quelque succès l'attaque du Monte-Chiesa, près du col d'Agnollo, et occupé le col degli Uccelli.

A Salonique, le bombardement continue, mais aucun autre fait militaire n'est à noter.

QUESTIONS DU JOUR

LA ROUMANIE

(Suite) (1)

VIII

Industrie

L'industrie n'existe encore en Roumanie qu'à l'état rudimentaire, et cela n'a rien de surprenant étant donné que la production et l'exportation des céréales subviennent, en quelque sorte, à tous les besoins de la population.

Une évolution s'est cependant produite depuis quelques années ; le gouvernement, reconnaissant les dangers de la monoculture, a multiplié les travaux publics et consacré au développement de l'outillage économique national la majeure partie des emprunts contractés par le Trésor.

Les efforts du gouvernement ont très sagement tendu à attirer les capitaux étrangers dans le pays pour y fonder des industries nouvelles, et on a accordé à ces industries une protection qui s'est manifestée de deux manières : directement, par l'établissement de taxes douanières élevées sur l'importation des produits similaires étrangers ; indirectement, par l'exemption d'impôts et de tout droit de douane sur les matières premières nécessaires à ces industries, et par la réduction de leurs tarifs de transport sur les chemins de fer de l'Etat.

Les industries qui ont bénéficié de ces avantages se divisent en trois catégories : 1° les exploitations de forêts, de pétrole et de produits miniers ; 2° les entreprises industrielles dont la matière première est produite en totalité ou en grande partie par le sol du pays ; 3° les fabriques ou usines employant la matière première importée en totalité ou en très grande partie de l'étranger.

Malgré ces faveurs, malgré les avantages d'une main-d'œuvre abondante et le précieux appoint d'une force motrice naturelle que les innombrables torrents des Karpathes pourraient lui fournir presque sans dépenses, l'industrie roumaine est encore insuffisante pour faire face aux besoins de la nation, car nous ne pensons pas que l'ensemble de la production annuelle des établissements métallurgiques, des tissages, filatures, distilleries, sucreries, brasseries et usines diverses existant sur le territoire national, atteigne à l'heure actuelle la valeur de 70 millions de francs, c'est-à-dire à peine les 15 % des produits manufacturés que la Roumanie demande à l'étranger.

Mais il convient de signaler un genre d'industrie qui donne de grandes espérances et qui constituera un jour un actif important pour la Roumanie : nous voulons parler de l'exploitation des gisements de pétrole situés dans la région des collines tertiaires se détachant de l'arc karpathique.

La surface totale des terrains pétrolifères de la Roumanie est d'environ 100.000 hectares, dont 25.000 appartiennent à l'Etat. Le centre de la production est le district de Prahova, où se trouvent les fameux gîtes de Moréni, de Busténari et de Campina.

L'ensemble de cette production, qui était à peine de 275 tonnes en 1857, atteint une moyenne annuelle de 160.717 tonnes pour les années 1900-1901 et de 1.428.176 tonnes pour les années 1910-1911.

Voici la production déclarée de toutes les Sociétés

(1) Voir l'Économiste Européen, n° 1268, 1269 et 1270, des 23, 30 juin et 7 juillet 1916.

pétrolifères roumaines pour les années 1912, 1914 et 1915 :

Noms des Sociétés	1912	1914	1915	Part de la
				production totale en 1915
		(Tonnes)		
Steaua Romana...	437.893	368.395	367.565	22,0
Astra Romana...	328.966	466.605	342.173	20,4
Romana Americana.....	230.050	420.531	375.914	22,4
Concordia.....	97.825	81.965	77.889	4,7
Aquila Franco-Romana.....	132.351	35.961	21.008	1,2
Orion.....	101.262	77.483	56.358	3,4
Les autres Sociétés.....	340.042	333.317	432.218	25,9
Production totale.	1.668.389	1.783.957	1.678.145	100,0

La guerre mondiale a ralenti la progression qui s'était manifestée en 1913 et pendant le premier semestre de 1914 ; en 1915, la production est à peu près revenue au niveau de celle de 1912, mais la hausse énorme des prix, que les demandes d'essence de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie provoquèrent en 1915, ont laissé aux Sociétés exploitantes un surcroît de bénéfices dont le tableau ci-après indique l'importance par rapport à ceux réalisés en 1912 avec le même chiffre de production :

Noms des Sociétés	Capital actions versé en (Milliers de francs)		Bénéfices nets totaux réalisés en (Milliers de francs)		%	%
	1912	1915	1912	1915		
Steaua Romana	50.000	86.116	4.238	8,5	7,138	8,2
Astra Romana	60.000	60.000	2.537	4,2	15,472	25,7
Romana Americana.....	12.500	25.000	554	4,4	14,967	80,0
Véga.....	3.750	5.000	465	12,4	1,082	21,6
Aquila Franco-Romana.....	6.000	6.000	358	6,0	350	5,8
Orion.....	13.500	20.100	1.197	8,8	36	0,1
Autres Sociétés	119.052	201.656	2.098	1,7	7,128	3,5
Totaux....	264.802	403.872	11.447	4,3	46.173	11,4

Les résultats de l'exercice 1915 sont exclusivement dus à la hausse signalée ci-dessus, car l'exportation du pétrole roumain n'a atteint que 429.087 tonnes en 1915, alors qu'elle avait atteint 846.420 tonnes en 1912 et 654.024 en 1914.

En 1915, la consommation intérieure du pays a absorbé 800.943 tonnes ; il restait donc, au commencement de 1916, un stock disponible de 443.000 tonnes environ, dont les empires du centre ont dû essayer de profiter.

IX

Moyens de transport

Nous avons déjà dit que la majeure partie des emprunts contractés par la Roumanie avait été consacrée à des travaux productifs : le réseau des chemins de fer, qui a aujourd'hui une étendue de 3.843 kilomètres, représente à lui seul un capital de près de 1.100 millions de francs ou lei, donnant un revenu net d'environ 40 millions de francs.

C'est au 1^{er} novembre 1869 que remonte l'inauguration de la première voie ferrée roumaine, la ligne de Bucarest à Guirgui, sur le Danube, longue de 70 kilomètres. En 1872, on ouvrit la ligne d'Itzkoni-Roman de 102 kilomètres, et en 1879,

quand on décida le rachat des chemins de fer par l'Etat, le réseau total du royaume atteignait déjà 1.388 kilomètres.

L'opération du rachat fut terminée en 1888, et douze ans plus tard, en 1900, la longueur des lignes exploitées s'élevait à 3.100 kilomètres.

Entre l'exercice 1900-01 et l'exercice 1913-14, qui a immédiatement précédé la guerre, on constate les augmentations suivantes :

	Exercice	
	1900-1901	1913-1914
Longueur exploitée..... kil.	3.100	3.590
Recettes brutes..... francs	50.158.000	107.250.000
par kilomètre..... id.	16.180	29.875
Dépenses d'exploitation. id.	35.646.000	70.742.000
par kilomètre..... id.	11.499	19.705
Produit net..... id.	14.512.000	36.508.000
par kilomètre..... id.	4.681	10.169
Coefficient d'exploitation :	71,1 0/0	65,9 0/0

Ces résultats sont remarquables en ce sens qu'ils démontrent à la fois l'accroissement de l'activité économique du pays et une bonne méthode d'administration. Ils ont poussé le gouvernement à continuer le développement du réseau, et immédiatement après la signature du traité de Bucarest la Chambre des députés fut saisie d'un projet d'emprunt de 405 millions de lei destiné à la construction de nouvelles lignes et à la réalisation d'un programme d'améliorations devant augmenter la vitesse des trains de voyageurs tout en réduisant les dépenses d'exploitation.

L'exercice 1914-1915, allant du 1^{er} avril 1914 au 31 mars 1915, avait réalisé une nouvelle augmentation de recettes, mais l'exercice suivant n'a conservé qu'une partie de l'avance acquise, ainsi que le montre le tableau ci-après :

Nature des recettes	(du 1 ^{er} avril au 31 mars)	
	1914-1915	1915-1916
	Lei	Lei
Voyageurs.....	42.446.972	41.554.088
Bagages.....	1.552.971	1.511.256
Marchandises.....	73.155.234	71.007.477
Totaux.....	117.155.177	114.072.821
Longueur exploitée (kilom.).	3.763	3.843 (1)

(1) Sur ce total 3.709 kilomètres appartiennent à l'Etat.

La guerre n'a donc porté qu'un léger préjudice aux recettes brutes, mais elle a, paraît-il, considérablement augmenté les dépenses, et il est probable que le coefficient d'exploitation, c'est-à-dire le rapport des dépenses aux recettes, se relèvera d'une manière très sensible.

(A suivre.)

EDMOND THÉRY.

La Fin du Comité Secret

Après la Chambre des Députés, le Sénat s'est réuni le 4 juillet en « Comité secret ».

Après six séances consécutives, il a voté, dimanche 11 juillet, par 251 voix sur 257 votants, l'ordre du jour de confiance suivant :

« Le Sénat salue respectueusement les morts pour la patrie.

« Il envoie aux soldats et aux chefs des armées de terre et de mer de la République et de ses alliés l'hommage reconnaissant de la nation ;

« Il adresse aux populations des départements envahis le message de son espérance et la promesse de son dévouement ;

« Fidèle à ses traditions de vigilance patriotique, dont témoignent tous ses votes en faveur des crédits demandés pour la défense du pays, il constate que, sous la double impulsion du contrôle parlementaire et de l'action gouvernementale, de grands progrès ont été réalisés dans la préparation des moyens offensifs et défensifs militaires, industriels et agricoles de la France ;

« Il exprime au gouvernement sa confiance pour que, l'expérience et les leçons du passé aidant, il continue à exercer son autorité légitime sur tous les organes de la défense nationale et à employer toute son énergie à fortifier la direction de la guerre ;

« Il enregistre avec satisfaction les résultats acquis par la France et ses alliés, grâce à la coordination nécessaire de leurs efforts qui assureront l'unité d'action sur l'unité de front ;

« Il compte sur le gouvernement pour prendre, avec la collaboration des Chambres et des grandes commissions parlementaires, dont le contrôle permanent est indispensable, toutes les mesures d'organisation et d'action qui rapprocheront l'heure de la victoire ;

« Il proclame l'union étroite des pouvoirs publics, de l'armée et de la nation en face de l'ennemi et passe à l'ordre du jour. »

A la Chambre des Députés, l'ordre du jour de confiance, émis le 22 juin, avait réuni 444 voix contre 80 opposants.

Le Sénat s'est rencontré avec la Chambre pour rendre hommage à la vaillance des admirables armées française et alliées. Il a aussi salué ceux qui ont donné si admirablement leur vie pour le Pays, et il a fait comprendre aux populations des régions envahies quelle dette la nation avait contractée vis-à-vis d'eux.

A l'encontre de la Chambre, il n'a pas, cependant, institué de délégation directe devant exercer avec le concours du gouvernement, le contrôle effectif et sur place de tous les services ayant la mission de pourvoir aux besoins de l'armée. Ses commissions n'en seront pas moins vigilantes et leur surveillance moins efficace.

Ce qu'il faut bien dire, c'est que le Gouvernement et son chef, M. Aristide Briand, sortent grandis et fortifiés des débats qui viennent d'avoir lieu. Ils savent maintenant qu'ils peuvent compter sur l'entière confiance du Parlement pour les soutenir dans la lourde et noble tâche qu'ils ont à accomplir.

De cette confiance, le président du Conseil a pu se rendre compte personnellement à l'accueil qui lui a été fait lors de ses deux interventions à la tribune. Les explications si nettes qu'il a fournies, et les fermes espérances dont il a parlé en termes si ardents, ont conquis le Sénat qui a fait au grand homme d'Etat qui se révélait, un véritable triomphe.

La Guerre et les Finances de la France

Les agissements des Germano-Américains auront eu ce résultat de nous faire mieux apprécier que jamais de l'autre côté de l'Atlantique. Une preuve, entre mille autres, nous en est donnée par le grand organe *The North American Review*, qui a publié en mai dernier, sous la signature de M. Edouard Julhiet et sous le titre de *The War and French Finance*, une étude des plus intéressantes.

Les liens qui, depuis plus de cent cinquante ans, unissent les grandes Républiques américaine et française, écrit M. Julhiet, étaient, jusqu'ici, des liens d'affection mutuelle, de pensées et d'idées politiques communes. Mais la guerre européenne, actuelle a fait qu'une union économique est née entre elles ; les banquiers américains ont avancé à la France des milliards de dollars, les usines américaines travaillent nuit et jour pour lui fournir

les produits qui lui sont nécessaires. Une sorte d'association existe donc maintenant entre la France et l'Amérique, association qui devra durer de longues années.

Mais cette association, profitable aux deux parties, comporte-t-elle des risques pour l'Amérique ? La France, en raison de sa puissance financière, pourra-t-elle maintenir sa puissance financière jusqu'ici indiscutable ? Les capitaux considérables que les Etats-Unis ont confiés à la France, sont-ils garantis par les ressources présentes et futures de ce pays ? Telles sont les questions que se pose l'auteur de l'étude à laquelle nous nous reportons, et auxquelles il répond de la manière suivante :

Lorsque la guerre de 1914 éclata, la France jouissait de la plus grande prospérité économique, industrielle et agricole. Au point de vue agricole, il est presque inutile de rappeler que sa récolte annuelle de céréales était évaluée à 11 milliards de francs. Mais ce qu'il convient d'observer, c'est que la France, nation agricole jusqu'en 1870, est devenue industrielle à partir de cette date jusqu'en 1880, et qu'au cours des trente dernières années, ses industries diverses se sont développées remarquablement, en particulier celle du fer, qui a pris une si grande place dans l'économie moderne.

Beaucoup d'Américains éprouveront une véritable surprise en apprenant comment la production du minerai de fer en France se compare avec celle de l'Allemagne. C'est ce qui ressort du tableau suivant :

Années	France	Allemagne
	(Millions de tonnes)	
1880.....	2.875	4.245
1890.....	3.947	7.698
1900.....	6.050	12.793
1910.....	15.500	22.455

Ainsi, en trente ans, la production de la France a quintuplé, tout comme celle de l'Allemagne.

D'autre part, la production de charbon, qui était, en France, de 19 millions de tonnes en 1880, passait à 41 millions de tonnes en 1912, soit une augmentation de plus de 100 %, et celle du minerai d'aluminium, qui représente les trois cinquièmes de la production mondiale, suffit presque aux besoins de toute l'Europe.

Cette activité dans le domaine minier a permis à la métallurgie de faire de grands progrès. En 1901, la production de la fonte était de 2 à 3 millions de tonnes ; en 1913, elle dépassait 5 millions, chiffre considérable pour une population de 40 millions d'habitants ; en outre, au cours des dernières années, les usiniers français ont particulièrement développé la fabrication des aciers spéciaux et électriques.

Bien plus, les fourneaux électro-métallurgiques installés aux Etats-Unis sortent des usines françaises ; depuis dix ans, la France fournissait aux Etats-Unis la plus grande partie des automobiles dont ils avaient besoin, et elle a été le premier pays qui ait mis en usage pratique l'invention des frères Wright : les aéroplanes.

En résumé, pendant toute cette période, la France manufacturière et agricole a joui d'une ère de véritable prospérité, et son commerce a progressé d'une façon remarquable, grâce, en partie, à ses grandes facilités de transport.

Sa situation géographique est d'ailleurs excellente. Baignée par trois mers, — sur lesquelles elle détient des débouchés comme Bordeaux, Cherbourg, Le Havre, Dunkerque, Saint-Nazaire, Brest, Marseille, etc., dont la puissance est constamment accrue, — elle possède plus de 1.100 kilomètres de voies ferrées par million d'habitants, alors que l'Allemagne n'en a guère que 1.000. Elle a aussi un système parfait de grandes routes couvrant environ 670.000 kilomètres qui aboutissent aux régions les plus reculées du pays, et qui repré-

sentent une dépense de plusieurs demi-milliards de francs. Ces routes, tout d'abord abandonnées pour les chemins de fer, ont maintenant repris leur valeur par suite des relations par automobiles.

En raison de cet état de choses, le commerce intérieur et extérieur de la France est devenu très important. C'est ainsi que le commerce extérieur, qui se chiffrait par 8 milliards 200 millions de francs en 1890, est passé à 8 milliards 800 millions en 1900, à 13 milliards 400 millions en 1910, à 14 milliards 800 millions en 1913, ce qui représentait 375 francs environ par tête d'habitant, au lieu de 370 francs en Allemagne et 211 francs aux Etats-Unis.

Le point faible du commerce français réside dans ce fait que les importations l'emportent d'un milliard et demi sur les exportations. Mais en regard la France peut mettre les revenus que lui procurent ses placements mobiliers à l'étranger et les sommes considérables que les touristes viennent dépenser chez elle et qui dépassent 300 millions par an. Enfin l'augmentation de 2 milliards 800 millions de francs que l'on peut relever dans les recettes du Trésor de 1870 à 1912 marque bien le degré de richesse de la France, car, sur cette somme, 600 millions de francs seulement proviennent de nouveaux impôts.

Ce qu'il faut encore considérer, c'est que l'accroissement de ses richesses n'a pas fait que la France ait abandonné son esprit d'économie. Elle épargne par an cinq milliards de francs, soit 16 % de ses revenus, et la plus grande partie est consacrée à des placements. Aussi, dans ces dernières années, sur la base de 25 milliards de francs tous les cinq ans, sa richesse peut certainement être évaluée au-dessus de 150 milliards. Encore faudrait-il tenir compte de ses possessions coloniales qui couvrent près de 6 millions et demi de kilomètres carrés, avec une population de 55 millions d'habitants, et aussi l'Algérie, la Tunisie et le Maroc qui ont dès maintenant une grande valeur qui ne fera qu'augmenter.

C'est ce pays, en pleine prospérité et qui ne voulait que la paix, que la guerre est venue surprendre. Cette guerre, ni la finance, ni l'industrie, ni le commerce, ne la prévoyaient. Au contraire, les banques allemandes, prévenues plusieurs mois à l'avance par leur gouvernement, avaient eu soin de mobiliser graduellement leurs ressources, alors que les banques françaises avaient leurs capitaux disséminés dans le monde entier. De leur côté, les industriels n'étaient pas préparés à se transformer brusquement en fournisseurs de munitions et d'engins de guerre, et les commerçants ne possédaient aucun stock de métaux, de céréales, de cuirs, de lainages, de produits alimentaires, etc. La question s'impose donc : Dans quelle proportion la guerre affectera-t-elle les industries, l'agriculture et la finance françaises ?

Mais un petit nombre seulement d'usines sont tombées entre les mains des Allemands, et même dans le nord, un quart seulement de ces établissements se trouve dans la zone envahie. Toutes les grandes industries de la Loire, de la Bourgogne, de la Franche-Comté, du Dauphiné, toutes les grandes métallurgies du Creusot, de la région parisienne, de Normandie, de Bretagne, du Sud-Ouest, du Centre, du midi de la France n'ont en rien souffert. Il en a été de même de toutes les industries de luxe, les fabriques de soies de Lyon, de textiles, les ateliers de bijouterie, d'objets d'art de Paris, les porcelaineries de Limoges... En outre, il ne faudra pas plus de deux ans pour rebâtir les usines détruites, dans le Nord et dans les Ardennes, et la dépense pourra n'être que d'un milliard de francs. D'ailleurs déjà, des ingénieurs de ces usines sont venus en Amérique pour s'approvisionner de machines, et ce qu'ils auront vu dans ce pays les aidera fortement.

La seule chose vraiment importante consiste dans la matière première de bonne qualité. Or, d'après les statistiques fournies au Congrès géologique international de Stockholm en 1910, la France possède 3.300 millions de tonnes de minerai de fer reconnu et exploitable contre 3.600 millions en Allemagne, 1.300 millions en Grande-Bretagne, et 4.527 millions aux Etats-Unis. Les dépôts de charbon sont riches également en France, et l'on peut en extraire 40 millions de tonnes par an.

Ce charbon coûte un peu moins cher en France qu'en Angleterre, mais vu le peu de distance qui sépare les deux pays, la métallurgie a plus de facilité à se fournir de charbon anglais. Il est vrai que la France étant bien pourvue en force hydraulique, on peut obtenir une force de dix millions de chevaux, et chacun sait l'importance grandissante de l'électricité. On peut donc dire que l'industrie française renaitra vite, d'autant plus qu'elle trouvera des capitaux en abondance.

Il y aurait bien la question des travailleurs tués à l'ennemi. Mais beaucoup d'ouvriers ont été envoyés du front dans les usines de guerre, et d'autres sont employés à réparer les armes, dans les services d'automobiles, dans l'artillerie, etc., et ils courent moins de risques que s'ils servaient dans l'infanterie. De plus, après la guerre, la France recevra beaucoup d'immigrants appartenant aux classes laborieuses, sans compter les travailleurs qui pourront fournir les colonies françaises. Déjà l'industrie donne tous les signes d'une activité nouvelle, à ce point que sur les 37.380 établissements visités par le ministre du Travail, 51 % seulement travaillaient en août 1914, et que l'on en compte maintenant 79 %. Il est donc à croire que la France reverra sous peu une grande période de prospérité industrielle, comme après 1870.

Au point de vue de l'agriculture, la France a souffert le plus, et les dommages causés demandent plus de temps à être réparés.

L'agriculture couvre 75 % du territoire de la France et occupe 41 % de sa population. Elle a beaucoup souffert de la guerre, bien que les pertes matérielles ne doivent pas atteindre un montant trop important. Les fermes détruites dans le nord de la France seront reconstruites en quelques mois, et les champs bouleversés par les explosions de mines et par des kilomètres de tranchées pourront être cultivés de nouveau aussi après la retraite de l'ennemi. C'est ce qui avait surpris Richard Harding Davis qui, en visitant l'année dernière ce qui avait été des champs de bataille, constatait que les cultures se poursuivaient maintenant jusqu'au pied des batteries françaises. Toutefois le troupeau français a été fortement atteint, puisqu'il a diminué d'au moins un quart de son chiffre normal, mais dans quatre ou cinq ans le Charolais et le Limousin auront remis le pays à son rang.

Le manque de bras pèsera certainement sur l'agriculture par suite de l'absence des braves paysans morts à l'honneur. Cependant dans beaucoup d'endroits les femmes remplaceront les hommes, et ce sont les humbles femmes de la campagne qui sauveront l'agriculture française. Il ne faut pas oublier, d'autre part, l'usage de plus en plus grand que l'on fait des machines agricoles, et qu'il existe en France 10.000 associations locales qui travailleront utilement au relèvement de l'agriculture française.

Parlant des dépenses que la guerre occasionne à la France, M. Edouard Julhiet fait remarquer qu'elles restent pour les quatre cinquièmes dans le pays même, et qu'elles sont relativement petites si on les compare à l'immense fortune de la France. L'étranger ne se rend pas toujours compte de cette fortune, parce qu'elle est admirablement répartie, mais on peut dire qu'elle est au-dessus de toutes les évaluations. Aussi peut-on être sûr que les Fran-

çais supporteront sans murmurer les charges qu'ils peuvent avoir éventuellement à supporter.

Tout naturellement l'auteur de l'étude à laquelle nous nous reportons ne fait pas état des éventualités favorables à entrevoir, ni des avantages que pourront laisser les traités de commerce à intervenir, mais il conclut ainsi :

« La France, renommée pour son amour de l'épargne, cette nation qui économise 5 milliards de francs chaque année, qui jouit d'une si haute considération pour sa façon de remplir le plus scrupuleusement ses obligations internationales, « mérite la confiance de tout citoyen américain. »

Georges BOURGAREL.

Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez

Ainsi qu'il était aisé de le prévoir, la prolongation de la guerre a entraîné un resserrement de plus en plus marqué du trafic commercial de la *Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez*. La diminution du tonnage mondial, le nombre de plus en plus élevé des navires réquisitionnés qui, pour l'Angleterre seule, représente près de la moitié de la flotte commerciale, la limitation des sorties d'Europe vers l'Extrême-Orient, coïncidant avec une activité exceptionnelle des demandes d'affrètement en provenance ou à destination des ports d'Amérique, toutes ces causes réunies, — auxquelles pourraient même s'en ajouter d'autres, — devaient exercer une répercussion profonde sur les recettes de la Compagnie pendant l'exercice 1915.

Malgré l'appoint régulier que les transports de troupes, de matériel, d'approvisionnements ont continué de fournir, les recettes totales de cet exercice ne se sont élevées qu'à 98.228.098 fr. 87, présentant, par rapport aux recettes totales de 1914, une diminution de 26.893.138 fr. 67.

La moins-value imputable aux produits du transit égalant à elle seule 28.762.959 fr. 81, une compensation s'est donc exercée jusqu'à concurrence de 1.869.821 fr. 14, grâce à l'augmentation des recettes autres que celles provenant des droits de navigation. Une plus-value a été réalisée notamment sur les produits du service financier, sur les recettes accessoires du service du transit (remorquage, stationnement, location de matériel) et sur les encaissements du service des eaux.

Les dépenses totales de l'exercice 1915, comprenant, comme en 1913 et en 1914, une dotation de 3 millions de francs au profit du Fonds d'amortissement du matériel, se sont chiffrées par 32 millions 29.968 fr. 93, en diminution de 910.706 fr. 41 sur les dépenses de 1914, qui avaient été déjà réduites de 1.159.890 fr. 74 comparativement à 1913. L'effort d'économie qui s'est exercé efficacement sur la plupart des chapitres de dépenses aurait donné des résultats notablement plus appréciables, s'il n'avait été contrebalancé par le renchérissement de toutes les matières consommées pour l'entretien et l'exploitation du Canal, et spécialement du combustible dont le prix moyen, qui était de 38 francs par tonne de charbon en 1913, est passé à plus de 70 francs en 1915. Si élevé toutefois que soit un tel prix, il est loin de représenter la moitié de celui que la Compagnie paie actuellement, et qui devra peser très lourdement sur les dépenses de l'exercice en cours.

L'excédent des recettes sur les dépenses, pour 1915, s'établit à 66.198.130 fr. 51. De ce montant il faut déduire 11.880.315 fr. 25, comprenant : 1 million 800.015 fr. 25 pour intérêts et amortissement des titres représentatifs de coupons consolidés, et 10.080.300 francs pour intérêts et amortissement du capital social. Il reste donc un solde de 54 millions 317.815 fr. 26.

Ainsi que l'observe le rapport du Conseil d'ad-

ministration, si l'exercice 1915 avait été réduit à ses propres ressources, la Société aurait été amenée à faire subir au dividende une nouvelle diminution. Mais, d'accord avec les actionnaires, le Conseil avait eu la sagesse, en réglant les comptes de 1914, de laisser libre et de reporter à nouveau une fraction importante des bénéfices réalisés, soit 18.703.560 fr. 42, qui sont venus s'ajouter au solde de 54.317.815 fr. 26 mentionné ci-dessus. Le montant disponible a donc atteint 73.021.375 fr. 68 qui ont été répartis comme suit :

71 0/0 aux actionnaires	Fr. 43.713.200 »
15 0/0 au Gouvernement Egyptien.....	9.235.183 10
10 0/0 aux parts de fondateurs.....	6.156.788 73
2 0/0 aux Administrateurs.....	1.231.357 75
2 0 0 aux Employés.....	1.231.357 75
Solde à reporter à nouveau.....	11.453.488 35
Somme égale.....	Fr. 73.021.375 68

Cette répartition représente, pour les titres de la Compagnie, un dividende égal à celui de 1914, ainsi qu'il ressort de l'état ci-dessous :

	Dividendes des Exercices			
	1914		1915	
	Brut	Net	Brut	Net
		(En francs)		
Par action de capital	134 44	120 »	134 283	120 »
Par action de jouissance	109 44	96 734	109 283	97 915
Par part de fondateur	61 656	55 303	61 567	55 853

Observons bien qu'en dehors de cette répartition, il a été reporté à nouveau la somme de 11 millions 453.488 fr. 35.

Le président du Conseil d'administration, M. Jonnart, a prononcé, à l'assemblée générale des actionnaires du 5 juin à laquelle étaient soumis les comptes de l'exercice 1915, une allocution dans laquelle il a rappelé, en premier lieu, les deux attaques qui avaient été dirigées contre le Canal de Suez en février 1915 et après l'invasion de la Serbie. Ces deux attaques étaient vouées à un échec certain, mais elles ne pouvaient que confirmer le Conseil dans sa résolution de seconder activement les autorités chargées d'assurer la protection du Canal.

Il a abordé ensuite le chapitre des divers problèmes avec lesquels l'administration de la Compagnie a eu à compter : élévation des changes, nécessité de renforcer la trésorerie, recherche des moyens de restreindre le plus possible les dépenses d'entretien et d'amélioration du Canal, sans compromettre ni le présent ni l'avenir, enfin coopération à l'organisation de la défense. Mais les solutions adoptées ont été des plus efficaces, tout en ayant constamment tendu au maintien des traditions du haut renom et des prérogatives de la Compagnie.

En ce qui regarde l'entretien et l'amélioration du Canal, le président a rappelé que par une série de votes les actionnaires avaient autorisé le Conseil à contracter un emprunt global de 150 millions de francs pour la réalisation d'un programme de travaux neufs nettement défini. Pendant plusieurs années, ces travaux se sont poursuivis sans discontinuer, exigeant jusqu'ici une dépense d'au moins 100 millions, et cependant, jusqu'en septembre 1915, le Conseil n'avait profité de l'autorisation d'emprunter qu'à concurrence d'une somme de 23.717.000 francs, préférant couvrir momentanément les dépenses de travaux neufs à l'aide des disponibilités de la Compagnie.

La guerre a modifié cet état de choses. Si elle a eu pour conséquence de ralentir l'exécution des travaux neufs, elle ne les a pas, fort heureusement, supprimés. Mais elle a produit un resserrement de la trésorerie qui a amené la Compagnie à procéder à l'émission d'une nouvelle tranche d'emprunt de 100.000 obligations 5 %.

Sans réclame aucune, l'émission fut couverte en quelques jours. Ce résultat était d'autant plus remarquable que l'emprunt d'Etat s'annonçait comme devant procurer des avantages exceptionnels, supérieurs à ceux qu'offrait la Compagnie, et que les rares Sociétés industrielles qui, postérieurement, ont fait appel au crédit, ont dû généralement consentir un taux d'intérêt d'au moins 6 %, et encore parfois en prenant à leur charge tous les impôts présents et à venir.

Le crédit de la Compagnie s'est donc affirmé une fois de plus comme un des plus solides du marché financier, et la prolongation imprévue de la crise, due aux circonstances tragiques que nous traversons, ne saurait l'entamer. Aussi, après avoir supporté sa part d'épreuves dans la guerre, la Compagnie reprendra-t-elle dans la paix sa marche ascendante. L'avenir compensera le présent.

Le conflit qui bouleverse le monde a eu comme conséquence de réduire, en 1915, les recettes du Canal d'un quart. Cette diminution est due, en presque totalité, à l'éclipse des pavillons allemand, autrichien et ottoman dans le mouvement maritime du Canal, et tant que la guerre durera, toutes prévisions sur des probabilités de trafic et sur la stabilité des dividendes seraient téméraires. Cependant le dividende a été maintenu, en 1915, à son niveau précédent, et le report à nouveau de 11.453.488 fr. 35 viendra grossir les recettes de 1915 qui, depuis le 1^{er} janvier, ont été sensiblement affectées. Mais les réserves sont intactes : la réserve ordinaire, qui dépasse 40 millions de francs, et la réserve extraordinaire, qui atteint 6 millions 1/2.

Le revenu des actionnaires est donc bien protégé. Néanmoins il reste exposé à de sérieux aléas durant les hostilités, et il serait injuste de faire peser exclusivement sur les actionnaires les conséquences des événements. C'est pourquoi, dès qu'il lui fut apparu que la guerre se prolongerait au delà du terme qu'on s'accordait à lui assigner à l'origine, le Conseil a songé à un relèvement de tarif. En vertu des statuts et des formalités qu'elle entraînait, cette modification des droits de transit ne demandait pas moins de cinq mois. Aussi n'est-ce qu'à partir du 1^{er} avril dernier qu'une surtaxe de 50 centimes par tonne a pu être mise en vigueur. Avant de la doubler, le Conseil voulait attendre les résultats des premiers mois de 1916, mais ces résultats sont tels, qu'ils justifient l'application d'une seconde surtaxe.

En effet, non seulement le fléchissement des recettes est plus accusé, mais les matières consommées par les services d'exploitation et l'entretien du Canal subissent une majoration importante de prix. Le charbon, notamment, qui était payé à Port-Saïd de 32 à 48 francs la tonne avant la guerre, et que la Compagnie achetait encore à 70 francs au moment où la première surtaxe a été décrétée, revient aujourd'hui à la Compagnie à 186 fr. 50 la tonne. Aussi était-il procédé, au moment de l'assemblée générale, aux formalités pour la mise en vigueur d'un nouveau relèvement des tarifs.

« Notre dernier mot n'est peut-être pas dit, a ajouté le président. Nous nous inspirons des circonstances, étant entendu qu'il y a des limites que nous ne pouvons pas et que nous ne voulons pas dépasser. »

Notons qu'en conformité de ce qui précède, le Conseil d'administration de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez, pour faire face à la diminution des recettes qui atteint, pour les six premiers mois de l'année, 4.590.000 francs, vient de décider qu'à partir du 5 octobre prochain, les droits de transit seront portés de 6 fr. 75 à 7 fr. 25 par tonne pour les navires chargés, et de 4 fr. 25 à 4 fr. 75 pour les navires sur lest.

A. LECHENET.

Recettes des Chemins de fer français

L'activité économique signalée par la progression des recettes de nos grandes Compagnies de Chemins de fer continue à s'affirmer nettement ; voici, en effet, les recettes brutes réalisées sur les cinq grands réseaux, non affectés par la guerre, pendant le mois de mai dernier :

Compagnies	Recettes brutes des Grandes Compagnies françaises de chemins de fer		
	Mois de Mai		
	1914	1915	1916
	(Milliers de francs)		
Etat A. R.....	5.974	5.734	6.574
Ouest Etat.....	21.125	18.920	25.645
P.-L.-M.....	49.843	46.675	57.500
Orléans.....	25.087	25.758	29.521
Midi.....	12.510	11.363	11.548
Totaux.....	114.539	108.450	130.788

L'examen de ces chiffres est satisfaisant : si nous le comparons avec un mois d'année normale, 1914 par exemple, nous voyons que le mois de mai 1916 est en augmentation de 16.249.000 francs, soit 12,4 % ; pour le mois d'avril 1916, l'augmentation sur 1914 n'était que de 7.754.000 francs, soit 6,2 % et pour mars 1916, comparativement à mars 1914, seulement de 4.182.000 francs, soit 3,7 %.

Les recettes brutes de ces cinq grandes Compagnies se décomposent ainsi :

	Recettes brutes totales des Réseaux de l'Etat, du P.-L.-M., de l'Orléans et du Midi			
	Mai		Moyenne quotidienne	
	1915	1916	1915	1916
	(Milliers de francs)			
Commerciales.....	90.416	99.982	2.916	3.225
Militaires.....	18.034	30.806	582	994
Totaux.....	108.450	130.788	3.498	4.219

Enfin, la même augmentation se retrouve sur les Compagnies du Nord et de l'Est, dont le trafic est cependant très sérieusement affecté par l'occupation allemande et les opérations militaires.

	Recettes brutes : Mois de Mai			
	Nord		Est	
	1915	1916	1915	1916
	(Milliers de francs)			
Commerciales.....	8.101	11.086	9.499	11.911
Militaires.....	4.250	14.403	4.250	14.153
Totaux.....	12.351	25.489	13.749	26.064

En comparant les chiffres de mai 1916 avec ceux d'avril dernier, nous observons que les recettes quotidiennes, tant militaires que commerciales, sont à peu près les mêmes, car nous devons compter 31 jours au lieu de 30 ; néanmoins nous pouvons conclure, comme la quinzaine précédente, que ces résultats sont encourageants, puisqu'en dépit de l'activité incessante des transports de guerre sur ces deux réseaux, nous arrivons à maintenir les chiffres des recettes commerciales.

R. MAGAUD.

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Le rendement des impôts en 1916. — L'administration des finances vient de communiquer le montant du recouvrement des impôts indirects et mono-

poles pendant le mois de juin dernier qui est le vingt-troisième mois de la guerre. Ce montant atteint 275.401.700 francs, soit en diminution de 38.832.400 francs sur une année normale, mais en augmentation de 33.816.900 francs sur le mois de juin 1915.

Pour les six premiers mois de 1916, le montant total du recouvrement des impôts indirects et monopoles s'établit à 1.702.057.300 francs, en diminution de 253.459.600 francs sur la période correspondante d'une année normale, mais en augmentation de 216.823.800 francs sur les six premiers mois de 1915. Nous nous réservons de revenir sur ce sujet.

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	6 juillet 1916	13 juillet 1916			
ACTIF					
Encaisse de la Banque :					
Or.....	4.769.701.111	4.775.543.023			
Argent.....	343.948.683	341.613.621			
	5.113.649.794	5.117.156.644			
Disponibilité à l'étranger.....	645.863.576	589.517.489			
Effets échus hier à recevoir à ce jour	798.887	645.423			
Portefeuille Paris { Effets Paris.....	160.087.160	170.849.636			
{ Effets Etranger.....	1.840.499	2.430.715			
Portefeuilles des succursales { Effets du Trésor	307.155	150.888			
{ Paris.....	248.528.886	256.018.850			
Effets prorogés { Succursales.....	668.395.187	563.841.464			
{ Paris.....	789.687.216	787.071.293			
Avances sur lingots à Paris.....	4.290.000	4.290.000			
Avances sur lingots dans les succursales					
Avances sur titres à Paris.....	752.989.608	745.965.391			
Avances sur titres dans les succursales	457.088.973	452.467.777			
Avances à l'Etat.....	900.000.000	900.000.000			
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	3.100.000.000	3.300.000.000			
Avances temporaires au Trésor public	43.150	43.150			
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers.....	1.170.000.000	1.150.000.000			
Rentes de la Réserve.....	10.000.000	10.000.000			
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750			
Rentes disponibles.....	98.742.825	98.742.825			
Rentes immobilisées.....	100.000.000	100.000.000			
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000			
Immeubles des succursales.....	41.880.173	41.851.430			
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	1.066.014	1.238.223			
Emploi de la réserve spéciale.....	7.301.620	7.301.620			
Divers.....	332.253.866	346.964.406			
Total.....	18.911.795.345	19.083.527.984			
PASSIF					
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000			
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697			
Réserves { Loi du 17 mai 1894.....	10.000.000	10.000.000			
{ Ex-banques département. mobilières { Loi du 9 juin 1857.....	2.980.750	2.980.750			
{ Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000	9.125.000			
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000	4.000.000			
Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444			
Billets au porteur en circulation.....	16.046.210.545	16.113.474.865			
Arrerages de valeurs déposées.....	73.428.172	41.453.347			
Billets à ordre et récépissés.....	5.991.590	5.843.038			
Compte courant du Trésor.....	42.086.691	64.110.926			
Comptes courants de Paris.....	1.269.055.377	1.376.162.558			
Comptes courants dans les succursales	854.136.478	848.243.462			
Dividendes à payer.....	14.971.414	10.214.633			
Escompte et intérêts divers.....	3.946.695	5.368.155			
Récompte du dernier semestre.....	11.963.093	11.963.093			
Divers.....	364.541.194	381.330.022			
Total.....	18.911.795.345	19.083.527.984			
Comparaison avec les années précédentes					
	17 juillet 1913	16 juillet 1914	30 juillet 1914	15 juillet 1915	13 juillet 1916
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.567.5	6.044.7	6.683.2	12.448.4	16.113.1
Encaisse or.....	3.328.7	4.092.7	4.141.3	3.986.4	4.775.5
— argent.....	623.8	635.1	625.3	367.5	341.6
Portefeuille.....	1.574.3	3.615.8	1.444.2	2.458.7	1.881.0
Avances aux partic. à l'Etat.....	739.0	730.4	743.8	614.8	1.202.7
— à l'Etat.....	200.0	200.0	200.0	6.500.0	8.500.0
Compt. cour. Trésor.....	273.7	289.9	382.6	96.6	64.1
— partic. d'escompte.....	622.5	929.0	947.6	2.390.0	2.294.4
Taux d'escompte.....	4 0/0	3 1/2 0/0	4 1/2 0/0	5 0/0	5 0/0

La dénonciation de la déclaration de Londres. — Le Journal officiel du 8 juillet a publié le décret suivant :

« Art. 1^{er}. — Sont rapportés le décret du 6 novembre 1914 rendant applicables avec certaines modifications et additions les règles formulées par la dé-

claration de Londres du 26 février 1909 concernant le droit de la guerre maritime, ainsi que les décrets des 23 octobre 1915 et 12 avril 1916 apportant de nouvelles modifications auxdites règles.

« Art. 2. — Lorsque les marchandises de contrebande de guerre saisies sur un navire forment, par leur valeur, leur poids, leur volume ou leur fret, plus de la moitié de la cargaison, le navire et la cargaison entière sont sujets à confiscation.

« Art. 3. — Si les documents accompagnant une cargaison constituant par sa nature de la contrebande de guerre et trouvée à bord d'un navire se rendant dans un pays voisin des pays ennemis ou occupés par l'ennemi n'établissent pas la destination finale et définitive de cette cargaison en pays neutre ou si l'importation dans ce pays des articles composant ladite cargaison présente sur les importations normales une disproportion impliquant leur destination hostile ultérieure, ladite cargaison sera sujette à capture, sauf aux intéressés à prouver que la destination était réellement innocente. »

Le décret est suivi d'un mémorandum dans lequel les gouvernements alliés déclarent qu'ils ont pensé, au début de la guerre actuelle, qu'ils trouveraient dans ladite déclaration de Londres un corps de doctrine et un recueil de règles pratiques, mais qu'à mesure que les événements se déroulaient, l'application des règles de cette déclaration ne devait pas résister à l'épreuve. Ils ont dû reconnaître cette situation, et il leur a paru nécessaire de s'en tenir uniquement à l'application des règles anciennement reconnues du droit international. Le mémorandum se termine ainsi :

« Les Alliés déclarent solennellement et sans réticence qu'ils continueront à observer ces principes aussi bien dans l'action de leurs croisières que dans les jugements de leurs cours de prises ; que, fidèles à la parole donnée, ils se conformeront notamment aux dispositions des conventions internationales sur le droit de la guerre ; que, respectueux des lois de l'humanité, ils repoussent loin d'eux l'idée de menacer l'existence des non-combattants ; qu'ils ne porteront à la propriété des neutres aucune atteinte injustifiée et que si un dommage était causé par leur action navale à des négociants de bonne foi, ils seront toujours disposés à examiner les réclamations et à accorder les réparations légitimes. »

La commission supérieure des bénéfices de guerre.

— La loi du 1^{er} juillet dernier, qui a établi la taxe sur les bénéfices de guerre, a institué une commission supérieure devant laquelle les personnes ou sociétés intéressées d'une part, et de l'autre, le directeur des contributions directes peuvent, dans le délai d'un mois, faire appel des décisions de la commission du premier degré chargée de fixer les bases de la contribution.

Le ministre des finances vient de nommer les membres de cette commission, qui sera ainsi composée :

M. de Mouy, président de section au Conseil d'Etat, président.

MM. Maringer et Brelet, conseillers d'Etat.

MM. Chausserie-Laprée et Maxime Petit, conseillers maîtres à la Cour des comptes.

MM. Houdaille, inspecteur général, et Courtray, inspecteur des finances.

MM. Baudouin-Bugnet, directeur général, et Lunel, administrateur des contributions directes.

Les présidents de chambre de commerce David-Mennet, de Paris ; Coignet, de Lyon ; Artaud, de Marseille ; Gustave Dubar, de Lille ; Prevot, de Meaux ; Denis, de Laval.

MM. Bousquet et Binet, auditeurs au Conseil d'Etat, rapporteurs.

Nos ressources pour les dépenses de guerre.

— Le rapporteur général du budget à la Chambre des députés affirmait récemment que le pays « avait le droit d'envisager l'avenir avec calme et confiance

et que les ressources financières de la France seraient à la hauteur du courage de ses soldats ».

Si ces ressources, qui sont représentées par des revenus, par des capitaux, ne peuvent être consacrées entièrement aux dépenses de la guerre, car il faut que le pays vive, travaille, cependant nous devons les utiliser en grande partie en souscrivant largement aux valeurs de la Défense nationale.

Ces valeurs — Bons de la Défense nationale, Obligations 5 % de la Défense nationale — donnent de copieux intérêts ; les Bons représentent un placement temporaire puisqu'ils sont créés à 3 mois, 6 mois et un an. Leur intérêt, net de tous impôts, payable d'avance, est fixé à 4 % pour les bons à 3 mois, et à 5 % pour ceux à six mois et à un an.

Pour un bon remboursable à 100 francs, le souscripteur n'a donc à verser que 99 francs, si ce bon est à trois mois ; 97 fr. 50 s'il est à 6 mois, et 95 fr. s'il est à un an.

Les Obligations de la Défense nationale remboursables au pair au plus tard en 1925, ont leur intérêt également net de tous impôts et payable d'avance.

Le souscripteur n'a donc à payer, jusqu'au 15 juillet, pour un titre remboursable à 100 francs et muni d'un coupon semestriel de 2 fr. 50 à l'échéance du 16 août, que 96 fr. 39.

Il y a donc avantage à souscrire, au plus tôt, aux Obligations de la Défense nationale. Et, plus nous nous pénétrons de cette idée, que la guerre financière doit correspondre à la guerre « sur le front », plus notre concours sera pressenti et plus nos souscriptions seront importantes !

Aux porteurs de titres des pays neutres. — Plus d'un milliard de francs de titres des pays neutres ont déjà été remis à l'Etat ; les porteurs continuent à remettre leurs valeurs en grand nombre au Trésor ; ils rendent ainsi service au pays et font pour eux-mêmes une bonne opération.

Voici ce dont il s'agit : le Trésor procède continuellement à de grands achats à l'étranger pour la Défense nationale. Or, pour éviter une hausse des changes, il doit se procurer sur place des crédits et les titres qui sont confiés à l'Etat facilitent ces opérations.

Que tous ceux qui possèdent des valeurs au porteur (espagnoles, suisses, hollandaises, danoises, norvégiennes, suédoises, etc.) lui prêtent (la liste en a été publiée au *Journal officiel*).

Ce prêt donne de sérieux avantages à celui qui le consent.

En premier lieu, en effet, il voit l'intérêt brut de ses titres, s'augmenter d'un quart, payable à la remise des titres, soit de 25 %. Ce qui veut dire, par exemple, qu'à la place de 100 francs, il en touchera 125. Et si ces 100 francs sont encaissés avec une prime de change, cette prime lui sera remise naturellement.

En outre, dans le cas où ces titres seraient appelés au remboursement par tirages au sort, le bénéfice de cet amortissement appartient au prêteur.

Ajoutons que, tout en prêtant son titre au Trésor, le porteur peut le vendre au moment qui lui conviendra : le Trésor remet, en représentation dudit titre, un certificat négociable en Bourse.

Avec des profits très appréciables, les porteurs de titres des pays neutres, peuvent, par cette très heureuse combinaison qui est offerte, concourir très efficacement à la défense du pays.

GRANDE-BRETAGNE

Modifications dans le Cabinet anglais. — Voici quelles sont les dernières modifications ministérielles qui ont été nécessitées par la mort de lord Kitchener : Sir Edward Grey est créé comte du Royaume-Uni et siégera désormais à la Chambre des Lords. M. Lloyd George est nommé secrétaire d'Etat à la Guerre et lord Derby sous-secrétaire. M. Montagu devient ministre des munitions ;

M. Mac-Kinnon Wood entre dans le cabinet proprement dit avec les titres de chancelier du duché de Lancaster et de secrétaire financier de la Trésorerie. M. Tennant remplace M. Mac-Kinnon Wood au secrétariat de l'Ecosse. D'autre part lord Curzon, ancien vice-roi des Indes, est nommé membre du comité de défense de l'empire ; il y représentera la compétence coloniale que personnifiait de son vivant lord Kitchener. Enfin, lord Crawford succède à lord Selborne comme ministre de l'agriculture et des pêcheries.

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 12 juillet, s'établit comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis.....		75.756.000
Dette de l'Etat.....	41.015.400	
Autres garanties.....	7.434.900	
Or monnayé et en lingots.....	57.306.000	
	<u>75.756.000</u>	
Département de Banque		
Capital social.....	14.552.000	
Dépôts publics y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Épargne, des agents de la Dette nationale, etc.).....	54.920.000	
Dépôts divers.....	92.500.000	
Traites à sept jours et diverses.....	37.000	
Solde en excédent.....	3.263.000	
	<u>165.272.000</u>	
Garanties en valeurs d'Etat.....	42.488.000	
Autres garanties.....	81.225.000	
Billets en réserve.....	39.767.000	
Or et argent monnayé en réserve.....	2.092.000	
	<u>165.272.000</u>	

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août 1914	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	20,40	6 %
24 mai 1916	60.032	34.744	135.656	109.634	43.738	32,20	5 "
31 —	60.215	35.389	136.392	110.840	43.276	31,72	"
7 juin —	61.570	35.484	132.587	105.789	44.536	33,58	"
14 —	61.577	35.355	139.805	112.890	44.652	31,93	"
21 —	61.707	35.215	142.749	115.570	44.942	31,47	"
28 —	61.379	35.899	155.650	129.500	43.930	28,21	"
5 juillet —	60.323	36.367	162.556	137.994	42.405	26,08	"
12 —	59.392	35.989	147.420	123.413	41.859	28,38	"

RUSSIE

Finances Russes. — On avertit de Pétrograd à la date du 7 juillet (n. s.) :

Après la clôture des souscriptions au nouvel emprunt, l'afflux des économies nationales aux caisses d'épargne a repris sur une vaste échelle. Au cours de la première quinzaine de juin, les dépôts de numéraire ont accusé une plus-value de 68 millions de roubles. Un service de chèques sera introduit aux caisses d'épargne, la Russie y affectant 11.000 nouvelles banques populaires, qui desserviront la petite clientèle rurale.

Le commerce extérieur de la Sibirie par l'embouchure de l'Obi et du Jenissei a accusé en 1915 un accroissement extraordinaire par rapport à 1914 et 1913. La production de houille dans le bassin du Donetz a augmenté considérablement au cours des derniers mois par rapport aux années précédentes, où elle accusait une réduction pendant les mois d'été.

Selon les données du ministère des finances, le rendement de tous les impôts directs assure en 1916 une plus-value considérable par rapport à 1915. En

particulier la plus-value des impôts fonciers pour le premier quart de 1916 dépasse 23 millions de roubles. Le rendement des impôts indirects assure une plus-value de 38,5 % et a donné au Trésor une somme globale de 81 millions.

Bilan de la Banque Impériale de Russie. — Le dernier bilan de la Banque Impériale de Russie, arrêté au 24 juin/7 juillet 1916, se compare ainsi avec le précédent :

	16/29 juin 1916	24 juin/7 juillet 1916	Comparaison
(Millions de roubles)			
Actif :			
Or (lingots, monnaies et bons de l'administr. des Mines).....	1.540	1.541	+ 1
Or à l'étranger.....	1.589	1.583	- 6
Billon d'argent et de cuivre.....	75	75	"
Effets escomptés.....	352	358	+ 6
Bons du Trésor à court terme.....	3.795	3.884	+ 89
Prêts sur titres.....	554	523	- 31
— sur marchandises.....	51	51	"
— aux institutions de crédit populaire.....	73	72	- 1
— agricoles.....	19	19	"
— industriels.....	8	8	"
— aux Monts de Piété.....	15	15	"
Effets protestés.....	1	1	"
Titres appartenant à la Banque.....	176	176	"
Divers.....	120	123	+ 3
Solde du compte des succurs.....	472	471	- 1
Total.....	8.840	8.850	+ 10
Passif :			
Billets de banque émis, sauf ceux encaissés de la Banque.....	6.443	6.533	+ 90
Capital.....	55	55	"
Dépôts.....	19	18	- 1
Comptes courants du Trésor.....	279	276	- 3
— spéciaux et consignations.....	455	455	"
— courants des particul.....	1.108	1.256	+148
Mandats non acquittés.....	26	27	+ 1
Intérêts sur les opérations de l'exercice.....	48	49	+ 1
Sommes transitoires et divers.....	407	181	-226
Total.....	8.840	8.850	+ 10

Les billets en caisse s'élèvent à 91.911.000 roubles au 24 juin/7 juillet, contre 121.404.000 roubles au 16/29 juin.

Le traité d'alliance russo-japonais. — La Russie et le Japon viennent de conclure un traité d'alliance dont le texte a été communiqué par l'Agence Reuter. Il est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Le Japon refusera de participer à tout accord politique ou combinaison organisés contre la Russie. La Russie refusera de participer à tout accord politique ou combinaison dirigés contre le Japon.

« Art. 2. — Au cas où les droits territoriaux ou les intérêts particuliers en Extrême-Orient de l'une des parties contractantes, reconnus par l'autre partie, seraient menacés, le Japon et la Russie se consulteront sur les mesures à prendre en vue d'une assistance mutuelle et d'une coopération pour la sauvegarde et la défense de ces droits et intérêts. »

De son côté, le ministère des Affaires étrangères du Japon a publié le communiqué suivant :

« Le but du nouvel accord est de corroborer bien nettement les autres traités internationaux et d'assurer la stabilité en Extrême-Orient.

« Le texte en est bref, mais le but est d'une importance considérable. Il prouve la ferme détermination des deux puissances de maintenir des relations de confiance mutuelle et de coordonner leurs efforts pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts légitimes en Extrême-Orient.

« Le nouvel accord ne porte nullement atteinte

à la situation de n'importe quelle autre puissance ayant également des desseins pacifiques, et il est en complète harmonie avec l'alliance anglo-japonaise, dont il accroît la force et dont il est le corollaire. »

La presse russe est unanime à reconnaître la haute importance de l'entente conclue, et d'autre part, un communiqué officieux nous a appris que le Gouvernement britannique avait exprimé sa satisfaction de la conclusion du traité d'alliance russo-japonaise, que l'on considère sous tous les rapports comme renforçant l'alliance anglo-japonaise et consolidant les relations générales entre tous les Alliés en Extrême-Orient.

Enfin, une information de l'Agence Reuter a observé que le traité russo-japonais constituait, d'après les Japonais bien informés, la réponse la plus efficace aux nombreuses offres faites au Japon et à la Russie pour obtenir une paix séparée.

Les négociations n'ont présenté aucune difficulté. Tous les Alliés étaient mis au courant de leur bonne marche.

ITALIE

Les frais de la guerre en Italie. — La Chambre a examiné le 30 juin dernier la situation financière de l'Italie. Au cours des débats, M. Carcano, ministre du Trésor, a été amené à déclarer que pour l'année fiscale 1915-1916 close le 30 juin, la plus-value des recettes budgétaires sera remarquable. Elle dépassera un demi-milliard. Encore ces résultats ne comprennent-ils pas les recettes des trois nouveaux impôts qui, tout en appartenant de fait à cet exercice, figureront à celui de 1916-1917. Pour ce dernier, on pourra en outre compter sur une augmentation de 35 millions de lire, à la suite du remaniement des tarifs des chemins de fer et de 50 autres millions dus aux récentes mesures budgétaires. Le Trésor dispose donc des fonds suffisants pour couvrir les intérêts des emprunts de guerre pour plusieurs milliards.

Au sujet des frais de la guerre, M. Carcano s'est exprimé ainsi :

« Le montant total des dépenses extra-budgétaires a été, pour l'exercice 1915-1916, de 7 milliards 800 millions de lire, dont 7 milliards 22 millions ont été attribués au ministère de la guerre et 384 millions au ministère de la marine. La moyenne des frais de guerre, qui vont toujours en augmentant, est d'environ 617 millions de lire par mois. Les seules subventions aux familles des soldats ont coûté 450 millions de lire pendant l'exercice et, pendant la dernière période, elles sont montées à deux millions par jour. Les deuxième et troisième emprunts nationaux ont fourni 3.400 millions, les bons du trésor 1.300 millions et les ouvertures de crédit étranger 2.400 millions. Voilà l'effort que nous avons accompli pour remplir notre devoir en coopération solidaire avec nos alliés, afin de rétablir en Europe la liberté et la paix. »

« Notre programme pour l'avenir restera le même. Nous continuerons à faire face aux dépenses extraordinaires de la guerre par des opérations de crédit, mais seulement après avoir auparavant largement assuré les moyens de soutenir les charges annuelles qui en dérivent. Toutes les difficultés seront surmontées par notre volonté inébranlable et par les forces multipliées par la solidarité et l'alliance économique des pays les plus riches. Chez nous, tout le monde doit s'interdire les dépenses de luxe, s'en tenir aux consommations indispensables, afin que le pays fasse converger toutes ses forces vers les moyens de vaincre. Vaincre, c'est maintenant l'unique besoin suprême, auquel tout le reste doit céder. »

M. Carcano a fait ensuite l'éloge de l'activité admirable et de la situation économique du pays. La récente émission de bons du trésor est bien accueillie. Les conditions du marché financier sont très favorables. L'argent est abondant. Les dépôts dans

les caisses d'épargne postales et dans les institutions de crédit ont remarquablement augmenté. Les opérations d'escompte et de prêts sont très faciles. Le taux officiel de l'escompte a diminué depuis le premier juin de demi pour cent. La circulation des billets de banque pour le compte du commerce, a diminué, pendant ces douze derniers mois, d'environ 800 millions de lire. Le cours des consolidés $3\frac{1}{2}\%$ monte au-dessus de 85. Le change, vis-à-vis de l'étranger a atteint graduellement une remarquable tenue, ainsi que la prime de l'or. Les industries sont presque toutes en pleine activité. Enfin, dans l'agriculture, les récoltes de blé, d'avoine, de foin, de seigle, de cocons de soie s'annoncent supérieures à la moyenne.

Le 5 courant, au Sénat, M. Carcano a été plus précis. Ayant tous les chiffres en mains, il a pu annoncer que l'augmentation des recettes, pour l'exercice clos le 30 juin, avait été de 529 millions de lire, et il a ajouté :

« Le peuple a largement répondu aux emprunts ; l'Etat ne dépensera pas plus qu'il ne sera nécessaire pour conduire la guerre à un résultat victorieux ; il réunira toutes les forces nationale et privées dans le but d'obtenir la victoire. Les expériences faites ne lui permettent pas de douter que le peuple accordera les moyens nécessaires, il espère que le Trésor trouvera un large concours dans le capital et l'épargne du pays. »

Les deux Chambres ont approuvé les douzièmes provisoires pour le semestre allant du 1^{er} courant au 31 décembre prochain.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 30 juin 1916, accuse, sur celui du 23 juin, les variations suivantes :

	23 juin	30 juin	Comparaison
	(En millions de marks)		
Encaisse or.....	2.465	2.466	+ 1
— argent.....	35	31	- 4
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	395	629	+ 294
Portefeuille d'es-compte.....	6.125	6.610	+ 485
Avances.....	10	11	+ 1
Portefeuille titres....	49	48	- 1
Circulation.....	6.634	7.241	+ 607
Dépôts.....	2.358	2.371	+ 13

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates.	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juil. 1914	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août 1916	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	(31 juil.) 6 (3 août)
6 mai...	2.463	40	878	6.642	1.642	5.052	11	5
13 — ...	2.463	39	684	6.536	1.511	5.047	17	"
23 — ...	2.463	40	508	6.443	1.776	5.267	11	"
31 juin... 1916	2.464	35	553	6.738	1.728	5.494	14	"
7 — ...	2.465	35	406	6.697	1.757	5.688	13	"
15 — ...	2.465	36	282	6.637	1.829	5.784	12	"
23 — ...	2.465	35	335	6.634	2.358	6.125	10	"
30 — ...	2.466	31	629	7.241	2.371	6.610	11	"

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

L'état des récoltes en Allemagne. — La *Deutsche Tageszeitung* écrivait, à la date du 27 juin dernier : « Les journaux ont annoncé ces dernières semaines que de grands dommages avaient été causés

par la grêle, particulièrement en Bavière, en Saxe et en Hesse. Le service officiel de renseignements pour les questions alimentaires, apprend de source compétente que de très fortes chutes de grêle ont, en effet, eu lieu dans les régions citées. Heureusement, les territoires dévastés ne sont pas très étendus. Les chutes de grêle ont été extrêmement fortes. Il est tombé des grêlons de la grosseur d'un œuf et partout où a sévi le fléau, la récolte est complètement anéantie. La localisation de la grêle diminue toutefois ses conséquences en ce qui concerne l'ensemble de la récolte allemande, mais les dégâts annoncés nous rappellent fort à propos qu'il est tout à fait prématuré de compter sur une récolte record, alors que des centaines de causes peuvent encore réduire ou anéantir cette récolte.

« Nous partageons l'opinion du Service des Renseignements. Nous aussi, nous avons reçu des rapports sur les averse de grêle. Nous avons appris ainsi que dans le Samland (région de la Prusse Orientale) quelques zones ont été complètement grêlées. Nous savons aussi que parmi les propriétaires atteints beaucoup n'étaient pas assurés contre la grêle. Ce nous est une nouvelle raison de demander que l'assurance des récoltes devienne obligatoire et qu'elle soit une condition de prêt nécessaire aux agriculteurs. »

Les fruits. — « Depuis ce matin, observait le *Berliner Tageblatt* du 26 juin, les arrivages de fruits du Werder ont presque complètement cessé, par suite de la grève bien organisée des horticulteurs du Werder. Ceux-ci ne sont plus satisfaits des prix et ont décidé de mettre le marché de Berlin à l'index. Ils comptent diriger leurs produits sur d'autres marchés, par exemple sur Hambourg. Voici, du reste, les incidents qui ont provoqué cette curieuse grève. Des prix moyens avaient été convenus entre le bureau d'examen des prix de Berlin et les associations de producteurs. »

« Ces prix, quoique trouvés très élevés par les consommateurs, présentaient tout de même une diminution de 25 % sur les prix précédents. Mais samedi dernier, les délégués des producteurs du Werder se présentèrent à l'Hôtel de Ville de Berlin et déclarèrent qu'ils ne pouvaient plus livrer de fruits aux prix convenus. Ils demandèrent, en même temps, qu'on veuille bien les dégager des obligations du contrat qu'ils avaient signé. Cette demande ne fut pas acceptée et les producteurs furent avisés que toutes les exigences en plus des prix fixés seraient poursuivies. A leur retour à Werder, les délégués provoquèrent une réunion des producteurs qui décida de mettre le marché de Berlin à l'index et de demander des prix plus élevés pour les livraisons déjà en route. »

Huiles et graisses. — Extrait du même journal daté du 27 juin :

« Une nouvelle ordonnance du Bundesrath du 26 juin 1916 régleme le commerce des graines oléagineuses et leurs produits. Les prescriptions nouvelles concernent les graines de tournesol, de moutarde, etc., celles de colza, navette, pavot, lin et chanvre étaient déjà réglementées. Jusqu'à présent, sauf pour le lin et le pavot, le producteur était tenu de livrer toute sa récolte à la commission de guerre pour les huiles et graisses animales et végétales. Il conservait seulement 10 kilos pour son usage personnel. Cette mesure était assez dure à l'égard des ménages d'agriculteurs qui employaient des graines oléagineuses pour la préparation de certains aliments servant à leur propre consommation. »

« La nouvelle ordonnance prévoit une quantité réservée de 30 kilos pour toutes les graines. Les producteurs ne sauraient abuser de cette bienveillance car les moulins ne pourront accepter de travailler ces quantités de graines réservées aux usages do-

mestiques des producteurs que sur la présentation d'une autorisation des autorités locales. Ces permis devront être rendus toutes les semaines aux autorités. »

« L'ordonnance a pour but principal d'encourager la culture des graines oléagineuses. A cet effet, une partie des tourteaux obtenus est réservée, sur leur demande, aux agriculteurs qui ont livré ces graines. C'est-à-dire que pour chaque quintal métrique de graines livrées, ils recevront en retour 35 kilos de tourteaux. Cette mesure réalisera un des vœux les plus chers et les plus urgents de l'agriculture. Le prix payé par la commission de guerre a été encore augmenté et de nouvelles élévations de prix seront fixées dès à présent pour la récolte de 1917. »

La crise économique en Allemagne. — **L'abus des ordonnances.** — « Le Bundesrath a promulgué ces temps derniers, observait la *Leipziger Volkszeitung* à la date du 28 juin, un grand nombre d'ordonnances réglementant quelques points de notre alimentation. Une ordonnance doit protéger la population contre l'exploitation des marchands de succédanés. Une autre interdit la fabrication des surrogats de beurre et du saindoux. Une autre établit le contrôle de la margarine. Une autre rend impossibles les spéculations des intermédiaires pour les affaires en filière (Kettenhandel). Une autre réglemente l'utilisation des débris de cuisine. Une autre place sous saisie les graines de tournesol et de moutarde. Une autre interdit la cession des chalands à des étrangers à l'Empire ; un semblable arrêté avait été rendu précédemment pour les bateaux de mer. Une autre enfin, la plus importante, a trait à l'approvisionnement en pommes de terre pour 1916-1917. »

« Evidemment, le peuple allemand ne souffre pas d'une disette d'ordonnances ; la plupart d'entre elles eussent d'ailleurs rempli leur objet si elles avaient été prises en temps utile. Mais plus nécessaire qu'une augmentation désordonnée du nombre des ordonnances nous paraîtrait l'adoption d'une réglementation uniforme de l'alimentation pour tout l'Empire. On n'entend plus beaucoup parler de cette question malgré la création récente du *Kriegsernährungsamt*. »

« Lorsque, ces dernières semaines, le manque de pommes de terre se fit de plus en plus sentir, on s'efforça de consoler le peuple en lui vantant les perspectives de la prochaine récolte de pommes de terre. Des pommes de terre précoces ont déjà, il est vrai, fait leur apparition sur les marchés, mais elles ont été payées à des prix extraordinairement élevés. »

« Les conditions sont tout aussi scandaleuses pour les légumes et les fruits. Les acheteurs des sèches soustraient à la vente des quantités considérables qui, lorsqu'elles reviendront dans quelques mois à l'état sec sur le marché, auront tellement renchéri par suite de la spéculation qu'elles seront inaccessibles aux gens peu fortunés. Dès maintenant, malgré la bonne récolte, on demande pour les légumes frais des prix pour lesquels le qualificatif de prix « usuraires » est une expression modérée. Il en est de même pour les fruits ; dans quelques parties de l'Empire, des prix maxima ont été fixés, par exemple pour le duché de Bade ; mais dans le reste de l'Empire, s'il y a bien des prix directs, nul producteur, nul commerçant ne s'en soucient. »

« La taxation des pommes de terre d'automne elle-même ne nous laisse pas sans de grosses inquiétudes. On a réussi cette fois à régler la répartition d'une telle manière qu'une retenue des stocks jusqu'à la récolte 1917 soit impossible, mais des influences s'exercent pour introduire dès le début une augmentation considérable des prix. La *Deutsche Tageszeitung* a déjà réclamé la fixation du prix de

détail à 6 ou 7 pfennigs. On devine ce que deviendrait l'alimentation du peuple si des demandes à ce point exorbitantes devaient être suivies d'effet. »

AUTRICHE-HONGRIE

La question agricole en Hongrie. — On annonce de Vienne, à la date du 28 juin, que les préoccupations relatives aux prochaines récoltes sont vives tant en Autriche qu'en Hongrie.

A ce sujet, le *Zeit*, de Vienne, observe qu'il n'est pas possible de traiter avec indifférence les nombreuses plaintes qui se sont faites jour, au sujet de la récolte, dans les dernières séances des comices agricoles de Hongrie. Certes, les agriculteurs sont pessimistes par principe, mais il ne faut pas oublier que l'année dernière les faits leur ont donné raison, alors que les rapports officiels annonçaient de bonnes perspectives, éveillant, surtout en Autriche, des espérances mal fondées. Aussi, cette année, les rapports officiels se sont-ils montrés très réservés et ne peuvent-ils être taxés d'exagération, mais cela n'a pas empêché une partie de la presse de parler de perspectives superbes pour la présente récolte, ce qui n'est malheureusement pas le cas.

« On ne saurait évidemment aller aussi loin que certains agrariens hongrois qui prétendent que la récolte est au-dessous de la moyenne. Cependant, il est indéniable que dans les vallées du Temes et du Toron qui produisent d'habitude les plus belles récoltes, la situation n'est pas favorable. De même dans les comitats de la Haute-Hongrie, les perspectives très modérées du début ne se sont pas améliorées. On ne peut davantage fermer les yeux sur les dommages multiples occasionnés par les crues et le mauvais temps. Quoique le temps se soit amélioré depuis quelques jours, le résultat final n'en sera guère modifié, après les pluies et la basse température du mois de juin ; il ne s'agit maintenant que de rentrer le plus rapidement possible la récolte qui est partout en cours.

« A ce sujet, de nombreuses plaintes se sont fait entendre concernant le manque de main-d'œuvre : le comitat de Bihar, par exemple, réclamait 16.000 ouvriers agricoles, il n'en a obtenu que 2.000 et a vivement protesté. Cependant, il ne peut pas être question, comme on l'a prétendu, de voir pourrir le blé sur pied faute de bras. Les céréales ne seront pas rentrées aussi vite qu'en temps de paix ; on ne pourra pas profiter entièrement de l'avance que donne la précocité de cette récolte ; une partie pourtant en sera mise plus tôt que d'habitude à la disposition du commerce. Les résultats, en somme, sans qu'on puisse parler d'une bonne récolte moyenne, dépasseront certainement ceux de l'année dernière. »

Le comte Tisza, premier ministre hongrois, a publié dans un journal hongrois un article relatif à la question agricole. Il remarque qu'aujourd'hui tous les hommes valides sont à la guerre et que ceux qui travaillent la terre défendent la patrie aussi bien que ceux qui se trouvent dans les tranchées. Le travail des champs sera fait par les soldats en congé, par les femmes et aussi par les prisonniers. On fait tout le nécessaire afin que les hommes puissent être en partie renvoyés chez eux pendant les récoltes. Mais, tandis que la guerre a soustrait aux travaux des champs des millions d'hommes, il ne sera pas possible d'accorder de congés pour la moisson à des centaines de mille. « C'est une situation, ajoute le comte Tisza, qu'on ne peut pas modifier. Le gouvernement ne peut pas faire l'impossible. Il faut que la population s'efforce avec diligence, ténacité et force de volonté, de remplacer les bras des travailleurs qui se trouvent sous les armes. Tout le monde doit se mettre au service des récoltes. »

SUISSE

Le chantage allemand. — D'après les journaux suisses, les pourparlers engagés entre la Suisse et

l'Allemagne, et auxquels nous faisons allusion il y a huit jours, auraient abouti à une réponse allemande qui ne fixerait plus aucun délai pour la livraison des stocks constitués en Suisse par des agents allemands. Elle soutiendrait simplement le principe des « compensations », en menaçant la Suisse d'exporter ailleurs les marchandises allemandes qui, dans l'esprit du gouvernement allemand, doivent donner lieu à ce genre de trafic. La réponse allemande insisterait beaucoup pour faire croire que l'Allemagne n'a jamais eu la pensée de priver la Suisse de charbon et de fer.

Les détails, quoique légèrement contradictoires, semblent bien indiquer qu'à la suite de la résistance opposée par les Alliés à ses prétentions, l'Allemagne s'est considérablement radoucie. On n'en est que plus désireux, conformément aux réflexions si judicieuses du *Bund*, de Zurich, de lire dans le texte original les deux notes allemandes : celle du 8 juin et la dernière.

Il n'est pas ici sans intérêt de mentionner que la *Gazette de Lausanne* a publié, à la date du 9 courant, un état, qu'elle croit absolument exact, des marchandises achetées par les puissances centrales, qui existaient en Suisse à la date du 1^{er} mai dernier :

Riz, 94 wagons (valeur 517.000 fr.) ; pâtes alimentaires, 30 wagons (270.000 fr.) ; farines de pois, 3 wagons (24.000 fr.) ; céréales, 19 1/2 wagons (84.000 fr.) ; farines pour le bétail, 184 wagons (330.000 fr.) ; son, 14 wagons (28.000 fr.) ; haricots, 3 wagons (18.000 fr.) ; graines et fruits oléagineux, 23 wagons (170.000 fr.) ; café, 196 wagons (3.136.000 fr.) ; graisse comestible, 32 wagons (800.000 fr.) ; huiles comestibles, 30 wagons (660.000 fr.) ; huiles pour usages industriels, 65 wagons (585.000 fr.) ; sardines, 12 1/2 wagons (252.000 fr.) ; vaseline, 1 wagon (10.000 fr.) ; paraffine, 5 1/2 wagons (74.000 fr.) ; savon, 18 wagons (270.000 fr.) ; résines, 15 wagons (150.000 fr.) ; fils de coton et tissus de coton, 14 wagons (1 million 300.000 fr.) ; emballages, 6 1/2 wagons (30.000 fr.) ; matières tannantes, 7 wagons (49.000 fr.) ; valonea, 30 wagons (180.000 fr.).

Soit, au total, 803 wagons, d'une valeur de 8.937.000 francs.

En dehors de ce qui précède, on comptait aussi 625 wagons contenant 25.000 balles de coton et 7 wagons de laines. Aucune valeur en francs n'est indiquée pour ces deux derniers chapitres.

ÉTATS-UNIS

Un sous-marin allemand aux Etats-Unis. — Un sous-marin allemand, le *Deutschland*, ayant effectué la traversée de la mer du Nord et de l'Atlantique, est arrivé aux Etats-Unis, le 9 juillet. Il a abordé à Norfolk (Etat de Virginie), d'où il est parti pour Baltimore (Etat de Maryland). Il était sorti d'un port allemand le 23 juin, commandé par le capitaine Kairig, avec un équipage de vingt-neuf hommes, une grande quantité de lettres et un message du kaiser au président Wilson.

Le sous-marin allemand avait été chassé à une distance de 20 milles de la côte par des croiseurs français et anglais, ce qui retarda de quatre jours son arrivée.

Il avait en outre une cargaison de produits colorants, et d'après un télégramme de Washington, le comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis, a déclaré que le sous-marin *Deutschland* n'était pas armé, devait être considéré comme un navire privé naviguant pour des buts commerciaux.

Le capitaine du sous-marin déclarait, d'autre part, qu'il resterait à Baltimore jusqu'à ce qu'il ait embarqué une cargaison de nickel qui lui était destinée, et valant 600.000 dollars.

La question était de savoir si ce sous-marin devait être considéré comme navire de guerre ou navire

de commerce et, à cet effet, les ambassadeurs de France et d'Angleterre à Washington prièrent, immédiatement, le Département de l'Etat de s'assurer de son véritable caractère. M. Lansing répondit que des fonctionnaires de la marine venaient d'être désignés à cet égard.

En fin de compte, le département de la Trésorerie a avisé le département d'Etat que le sous-marin *Deutschland* est un navire de commerce non armé, qui ne pourrait être employé pour l'attaque sans de grandes modifications dans sa construction.

MEXIQUE

Le différend entre le Mexique et les Etats-Unis. — L'imbroglie mexicain vient d'entrer dans une nouvelle phase, ainsi qu'il ressort de la dépêche suivante envoyée de Washington à la date du 11 juillet :

« On a reçu hier soir la nouvelle que le général Carranza a donné sa démission de président provisoire à la suite, croit-on, d'une mutinerie dans les rangs de son armée. De nombreux soldats ont déserté pour rejoindre les troupes du général Villa.

« Le général Gonzalès, qui commande actuellement les troupes dans le district de Morelos, serait sur le point, d'après les mêmes nouvelles, de revenir à Mexico pour y exercer le pouvoir exécutif. On prétend que le général Gonzalès, qui était jusqu'ici en opposition avec le général Carranza, serait maintenant favorable aux Etats-Unis.

« D'autre part, on prétend également de Washington que la démission du général Carranza aurait été provoquée, non par une mutinerie des troupes mexicaines, mais par le désir du président de ne pas se compromettre aux yeux de l'opinion publique au Mexique.

« En laissant le général Villa libre d'opérer contre les troupes fédérales, Carranza cesse d'indisposer le sentiment national mexicain et se réserve, en cas d'échec, une porte de rentrée.

« Personne n'est dupe, dans les milieux politiques américains, de cette attitude inspirée par un intérêt politique indéniable. »

D'autre part, on mande de Washington que l'armée du général Villa, qui est bien fournie de mitrailleuses et de fusils, marche sur la frontière américaine. Son objectif est la zone située près de la frontière du Texas, où le général Pershing a concentré ses forces.

On croit à Washington que si le président ne donne pas l'ordre au général Pershing de se retirer du Mexique, une grande bataille est imminente.

On croit également à Washington que c'est à l'argent allemand qu'il faut attribuer les mutineries qui se sont produites dans l'armée du général Carranza.

CONTREBANDE DE GUERRE

La contrebande en Hollande. — Selon le *Telegraaf*, d'Amsterdam, le gouvernement hollandais va procéder prochainement à la nomination de mille nouveaux agents qui seront chargés de prendre part à la surveillance de la frontière en vue de la répression de la contrebande.

En attendant, on mande de Roermond qu'un bureau de contrebande a été installé à Wehr, à proximité de la frontière, par les Allemands. Ce bureau est occupé par deux militaires et est garni d'une bascule et, sur les murs, il y a des affiches indiquant les prix auxquels les Allemands achètent les marchandises fraudées. Les contrebandiers n'ont donc plus besoin de vendre à des particuliers : le gouvernement allemand est toujours acheteur.

D'autre part, et toujours d'après le *Telegraaf*, vingt wagons de chevaux sont partis le 1^{er} juillet de la gare de Criel à destination de l'Allemagne. Trente-deux wagons avaient été demandés, ajoute le correspondant du *Telegraaf*, mais il semble que

les beaux chevaux ont tous disparu. Un grand nombre des chevaux offerts en vente aux Allemands ont été refusés par ceux-ci.

Le *Nieuw-Winsch Courant* annonce, de son côté, que seize wagons de chevaux pour l'Allemagne sont arrivés le 1^{er} juillet à Nieweschans et que vingt-sept wagons de bétail, principalement de bétail reproducteur, avaient passé la frontière la veille. Le même journal contient une annonce mentionnant que la dernière grande revue de chevaux pour l'Allemagne aura lieu prochainement dans la province de Groningen et que les acheteurs allemands sont chargés d'acheter 100 chevaux (jeûnes et hongres) âgés de 4 à 13 ans.

Revue Commerciale

Géréales. — Le ministre de l'Agriculture fait connaître par la note suivante, la situation agricole au 1^{er} juillet 1916 :

« Juin a été généralement pluvieux et froid pendant la plus grande partie du mois et principalement dans la première quinzaine, excepté dans les régions méridionales, où le temps a été sec et chaud. Des orages à grêle ont été constatés dans quelques départements, principalement dans le centre.

« Si ces conditions météorologiques ont été favorables aux travaux agricoles dans les régions du Sud, du Sud-Est et du Sud-Ouest, où la moisson est commencée et même presque terminée pour l'orge et l'avoine d'hiver dans la partie des plaines, par contre, dans les autres régions, elles ont en partie entravé la fenaison et contribué au développement des plantes adventices, particulièrement dans les terres imperméables.

« Le blé a généralement plus souffert de ces conditions climatiques que les autres céréales (avoine, orge), dont l'aspect demeure satisfaisant. Quant au maïs, sa levée s'est effectuée régulièrement.

« La récolte des foins est abondante dans son ensemble.

« Racines et tubercules (betteraves, topinambours, pommes de terre) en général se présentent bien.

« Si, dans quelques départements viticoles, on signale par endroits l'apparition de maladies cryptogamiques et d'insectes parasites de la vigne, la situation du vignoble dans son ensemble reste satisfaisante.

« Les cultures maraîchères sont prospères : les légumes ont donné de bons rendements.

« On prévoit comme déficitaire la récolte fruitière. »

A la Bourse du Commerce, les affaires sont toujours nulles en blés indigènes, tant en raison de la pénurie de la marchandise en cette période de soudure, que par suite des réglementations de sorties imposées par l'Intendance et le Ravitaillement. On a seulement pu traiter quelques lots d'Eure-et-Loir à 34 francs et du Finistère à 33 francs les 100 kilos départ.

En blés étrangers on cote : Australie flottant, 40 à 41 fr. ; Walla Bluestem flottant, 38.50 à 40 fr. ; n° 1 Manitoba, juillet, 39 à 40 fr. ; dito n° 2, 38 à 39 fr. ; n° 2 Hardwinter, juillet, 37 à 38 fr. ; n° 2 Hardwinter, août-septembre, 38 à 39 fr. ; Plata 78 kilos, juin-juillet (vapeur), 39 à 40 fr. ; dito voilier, juin-juillet, 38 fr. 50 à 39 fr. 50.

Prix du Blé sur les grands marchés
(Les 100 kilogrammes)

Villes	14 juin	21 juin	28 juin	5 juill.	12 juill.
	1916	1916	1916	1916	1916
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Paris (disponible)....	» »	» »	» »	» »	» »
Londres.....	31 93	31 86	31 16	32 87	33 02
Liverpool.....	30 27	30 07	30 07	31 20	31 57
New-York.....	25 44	25 20	23 75	24 19	25 53
Chicago.....	22 84	22 76	22 02	22 63	23 51
Buenos-Ayres.....	15 73	15 62	15 84	15 95	15 62

Cotons. — Voici, d'après MM. Hernis et Hémet, du Havre, les stocks continentaux de coton, à la fin du mois de juin dernier :

	Amérique	Indes	Egypte	Divers	Total
Havre.....	229.570	26.020	—	5.240	260.830
Marseille....(*)	100	12.500	700	150	13.450
Barcelone.....	35.750	5.600	950	1.750	44.050
Gènes.....(*)	95.000	42.000	4.500	—	141.500
Trieste.....(*)	250	250	250	250	1.000
Hambourg....(*)	250	250	—	250	750
Brème.....(*)	500	250	—	250	1.000
Amsterdam.....	—	—	—	—	—
Rotterdam.....	—	—	—	—	—
Anvers.....	—	—	—	—	—
Total.....	361.420	86.870	6.400	7.890	462.580

(*) Estimés.

Au 7 juillet courant, l'approvisionnement visible mondial s'élevait à 2.771.000 balles, contre 4 millions 403.000 balles en 1915, 2.739.000 balles en 1914 et 2.194.000 balles en 1913 ; il a diminué cette semaine de 98.000 balles en total et de 112.000 balles en Amérique.

On télégraphie du Caire, 5 juillet, que les avis sur la crue du Nil se sont améliorés pendant les cinq derniers jours et elle paraît devoir être meilleure que l'on ne s'y attendait. La récolte fait de bons progrès, bien que l'eau soit déficitaire dans le Nord du Delta. On estime que la récolte pourra atteindre 7.500.000 cantars, soit 1.050.000 tonnes environ.

On écrit de Manchester, le 12 courant, que l'Inde achète généralement, pendant les mois de juillet et d'août, les tissus de qualités courantes. Il reste à voir si cette année fera exception à la règle ; en tout cas, pour le moment, il n'y a aucun indice que l'on désire acheter. Il y avait, aujourd'hui, quelques ordres en *shirtings* pour Bombay et Calcutta, mais ils ne présentaient que peu d'intérêt. En tissus écrus, la situation ne s'est pas améliorée pour la Chine ; cependant, les commissionnaires travaillant pour ce pays ont reçu de meilleurs avis de Shanghai et autres centres, de sorte qu'ils prévoient une prochaine reprise d'activité. Il est certain que les stocks d'écrus sont modérés en Chine et il faudra bientôt les reconstituer. Par contre, en tissus blancs, on a passablement acheté, ces derniers temps, pour l'Inde et la Chine. Les filés sont soutenus à la récente baisse, mais les transactions sont modérées.

La semaine dernière, le marché de New-York était encore dominé par les avis météorologiques, de sorte qu'il a été assez irrégulier. Au début, la tendance était ferme à cause des bons avis de Liverpool et, plus tard, la fermeté s'accroissait par suite des achats pour le marché anglais, les Maisons de disponible, les opérateurs de *Wall-Street* et des rachats des professionnels, ce qui était dû aux avis de fortes pluies dans les parties centrales de la région cotonnière.

En sympathie avec Liverpool et New-York, le marché du Havre, du 11 courant, a légèrement baissé ; on a payé : juillet, 113 fr. 37 ; septembre, 114 fr. ; octobre, 114 fr. 37 ; novembre, 114 fr. 15, et décembre, 114 francs.

PETITES NOUVELLES

◆ L'action du *Crédit Foncier* a vivement progressé à 690 francs.

Les obligations foncières et communales qui ont le privilège de servir d'emploi aux fonds des mineurs et incapables sont l'objet de demandes actives. Les communales 1912, avec un tirage le 22 juillet doté de 172.000 francs de lots, sont intéressantes à 200 francs.

◆ MM. Henry R. Merton & Co Ltd, de Londres, viennent d'aviser que les actions de leur Compagnie, qui jusqu'alors étaient détenues par des firmes allemandes, ont toutes été acquises par des sujets britanniques. Des négociations à cet effet étaient engagées avec autorisation, depuis juillet 1915, et elles ont été conclues définitivement dans les premiers jours de février. Les termes de la transaction ont été soumis au « Board of Trade » et à la « Haute Cour de justice » pour l'approbation, qui a été accordée.

Les statuts de la Compagnie ont été modifiés et contiennent maintenant des clauses très formelles, en vertu desquelles la Compagnie est actuellement et restera exclusivement sous le contrôle britannique.

◆ Une Foire à Fez. — Pour continuer la propagande destinée à resserrer les liens économiques entre la France et le Maroc, le général Lyautey, résident général de France au Maroc, a décidé d'organiser une Foire de vente, qui se tiendra à Fez du 1^{er} au 15 octobre 1916.

L'Office du Gouvernement Chérifien, 34, Galerie d'Orléans, au Palais-Royal, à Paris, fournira aux industriels et commerçants tous les renseignements nécessaires sur l'organisation de cette Foire.

Marché Financier

Paris, le 13 juillet 1916.

La semaine qui prend fin aujourd'hui, — la Bourse venant de fermer ses portes pour ne les rouvrir que lundi, — n'a pas été très active, et elle s'est même signalée par quelques réalisations qui ont un peu pesé sur certains cours. Néanmoins, l'ensemble du marché reste très satisfaisant, et la hausse de nos Rentes Françaises a produit une excellente impression.

Lundi, on procédera à la liquidation de quinzaine.

Dans la liste des cours de clôture, nous relevons les suivants :

Au Parquet. — A terme : 3 % français, 64 fr. 40 ; Nord de l'Espagne, 427 fr. Ce sont les deux seuls cours cotés.

Au comptant : 3 % perpétuel, 64 fr. 40 ; 5 %, 90 fr. 30 ; Banque de France, 5.000 fr. ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1.125 fr. ; Comptoir National d'Escompte, 781 fr. ; Crédit Lyonnais, 1.190 fr. ; action Est, 830 fr. ; Midi, 940 fr. ; Nord, 1.430 fr. ; Orléans, 1.200 fr. ; Métropolitain, 457 fr. ; Suez, 4.430 fr. ; Extérieure Espagnole, 98 fr. 70 ; Russe 5 % 1906, 88 fr. 40 ; Rio-Tinto, unités, 1.740 fr.

Marché en Banque. — Au comptant : Toula, 1.099 fr. ; Hartmann, 419 fr. ; Maltzof, 600 fr. ; De Beers ordinaire, 317 fr. ; Tharsis, 143 fr. ; Goldfield, 42 fr. ; Modderfontein B, 189 fr. ; Bakou, 1.388 francs.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.